

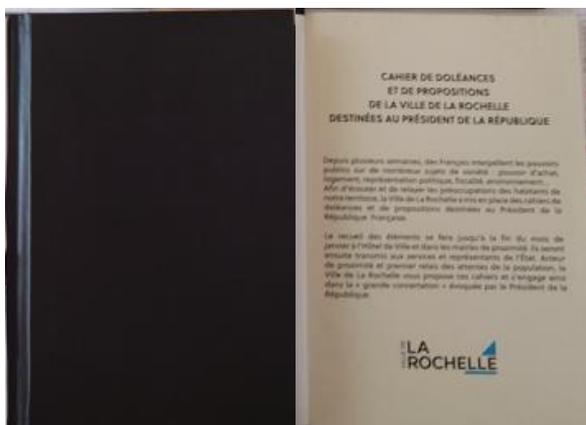
Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime  
par Marie-Anne Chabin, 2025

# La Rochelle 3sur5

code INSEE : 17300

76 114 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W172) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : registre à reliure noire, 69 feuilles utilisées, avec note de la ville « Cahier de doléances et de propositions de la ville de La Rochelle destinées au président de la République » insérée.

NB : la moitié environ des contributions sont des photocopies découpées et collées (où est l'original ?).

204 contributions.

*Nota bene : La Rochelle compte cinq cahiers ou registres (A, B, C, D et E) édités séparément.*

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

- Revalorisation des retraites suivant l'inflation.
  - Annulation de l'augmentation de la CSG
  - L'Europe oui mais pas celle actuelle!
- 
- Revalorisation des retraites au niveau de ce qu'elle devrait être actuellement.
  - Revalorisation tous les ans des retraites correspondant à l'inflation.
  - Pour les retraités pas de CSG.
  - L'Europe "oui" mais pas celle actuellement.

Je souhaite un référendum local pour l'emplacement du nouvel hôpital. En effet, cet établissement devra être placé dans un endroit ouvert, suffisamment spacieux pour y accueillir les patients et les visiteurs (donc des parkings) sur un seul lieu et qui répondrait aux besoins de demain.

- Jeudi 3 janvier
- Je souhaiterais dans l'urgence l'indexation des retraites.
  - Suppression de la taxe d'habitat pour les retraités inférieurs à 2000 net.
  - Suppression des taxes sur les énergies pour le chauffage des particuliers.

(la vraie)  
d'agriculture biologique c'est bien mais forcément les produits sont plus chers car + de main d'œuvre (qu'en ne veut pas payer --) mais là aussi comment le dire ?  
Comme tout procède dans notre société de l'énergie et de son coût, n'oubliez jamais cette donnée de base

## Pour la ville

la densification c'est bien mais il faudrait préserver des espaces verts pour compenser la disparition des jardins.

Il faudrait aussi penser aux circuits et aux stationnements. (les garages prévus dans les immeubles étant très insuffisants)

04/01/18

Réformer de la justice fiscale et surtout stopper le gaspillage de l'argent public - diminuer le nombre des députés et sénateurs (les autres pays fonctionnent aussi bien à moins de représentants)

Fin des privilèges exorbitants, prendre exemple sur les pays scandinaves, si souvent vantés par les politiques -

Une PAC plus juste, voie qui privilégie l'agriculture propre au lieu de favoriser les grosses exploitations qui absorbent les petits alors que c'est sûrement un mode de culture qui permettrait de donner du travail et qui serait bénéfique à l'environnement -

Diminuer les écarts entre les plus riches et les autres travailleurs, ce système appauvrit et désorche -

Je me sens ainsi délaissée par l'Etat qui pourtant nous donne une mission ô combien importante d'apprentissage, d'éducation, de transmission de valeurs permettant de maintenir une certaine cohésion dans notre Nation. Néanmoins, j'ai la sensation que l'on nous méprise, que l'on ne nous considère plus. J'entends fréquemment que nous sommes des fainéants, que nous avons des vacances payées et qu'il faut les réduire, que nous ne travaillons que jusqu'à 16h30. C'est si loin de notre réalité. Nous passons une partie de nos vacances à travailler pour préparer nos cours. Nous travaillons plus de 50 h par semaine si l'on compte tout le travail hors classe

la demande est de remettre la demi part pour les veuves et les veufs -  
Révision de l'I.S.F  
Diminution de la T.V.A sur les produits de base nécessaires.  
+ le respect du temps d'au bar!

2) Arrêtez de nous culpabiliser au sujet de la survie de la planète, nous ne sommes pas les vrais pollueurs, les vrais pollueurs sont :

- ports-containers maritime
- Avions
- Paquebots de croisières
- Courses d'engins mécaniques divers
- Climatisations à l'entrée des hypermarchés ..

Sans oublier que le phénomène de la montée des eaux avec le réchauffement est cyclique et a déjà alterné avec les périodes de glaciations.

Recyclage des technologies nouvelles que l'on veut nous faire accepter sous prétexte d'écologie :

- batteries électriques des voitures, vélo, outils et autres
- panneaux photovoltaïques
- Eoliennes
- Déchets nucléaires de nos centrales - - - - -

## DOLEANCES

= Excuses présentées par le Président de la République pour les insultes qu'il a proférées à l'encontre du Peuple Français.

= Instauration de la proportionnelle pour les élections législatives et du R.I.C., compte tenu de la non-représentativité de l'Assemblée Nationale.

= Suppression du Sénat et d'un tiers des députés.

= Réduction drastique des dépenses publiques à tous les niveaux de l'Etat et des collectivités (salaires des ministres, députés, hauts fonctionnaires, etc, etc, etc....).

= Suppression des innombrables comités, commissions « théodule » inutiles et gaspillant un « pognon de dingue ».

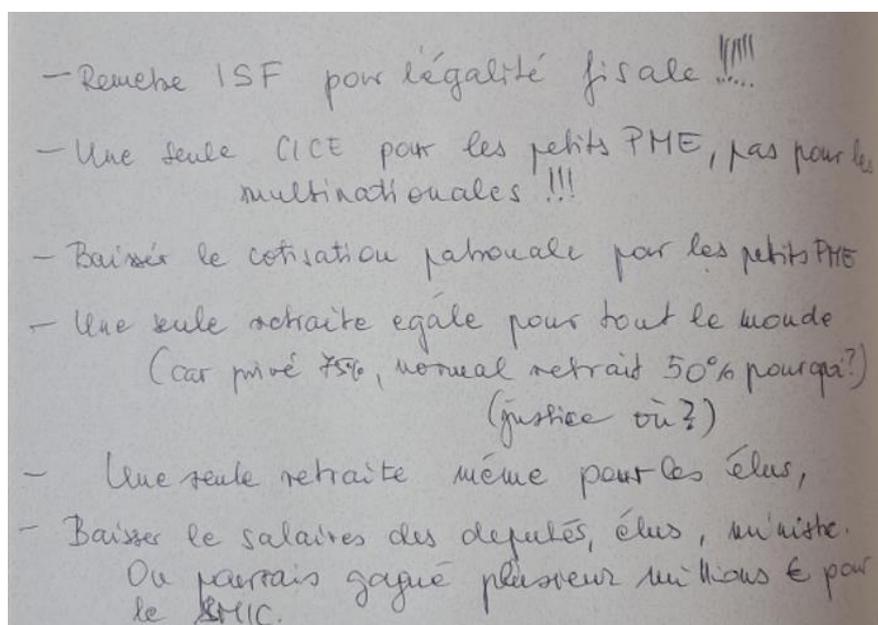
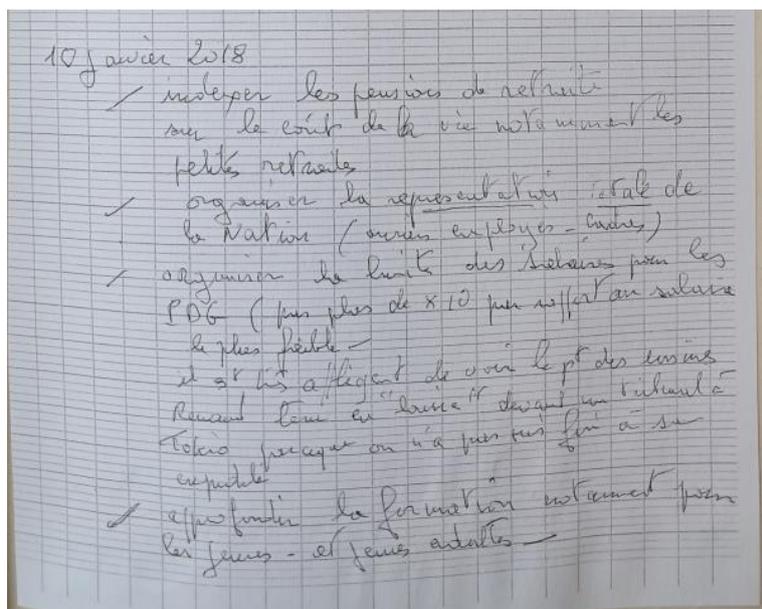
- Je suis solidaire avec les retraités, chômeurs, personnes handicapées & personnels des hôpitaux.

- Augmentation du pouvoir d'achat avec baisse des taxes (carburants)

- Arrêtez de faire culpabiliser la population qui elle fait déjà des efforts depuis longtemps

- Plus de respect

- Quant au dursier pour mieux régler le vos êtes au TOP.



### Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

## **CAHIER DE DOLÉANCES ET DE PROPOSITIONS DE LA VILLE DE LA ROCHELLE DESTINÉES AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

Depuis plusieurs semaines, des Français interpellent les pouvoirs publics sur de nombreux sujets de société : pouvoir d'achat, logement, représentation politique, fiscalité, environnement...

Afin d'écouter et de relayer les préoccupations des habitants de notre territoire, la ville de La Rochelle a mis en place des cahiers de doléances et de propositions destinés au président de la République française.

Le recueil des éléments se fera jusqu'à la fin du mois de janvier à l'hôtel de ville et dans les mairies de proximité. Ils seront ensuite transmis aux services et représentants de l'État. Acteur de proximité et premier relais des attentes de la population, la ville de La Rochelle vous propose ces cahiers et s'engage ainsi dans la « grande concertation » évoquée par le président de la République.

Ville de La Rochelle [logo]

---

### ***C001. Manuscrit, 5 lignes, 41 mots***

4 axes

- (1) Réforme constitutionnelle soumise à référendum.
- (2) Allègement des structures administratives (Sénat, département, CES, etc.) et de la techno-structure.
- (3) Remise à plat du CGI (-> élargissement de l'IRPP à tous les citoyens).
- (4) Économies sur les dépenses/charges sociales.

---

### ***C002. Manuscrit, 5 lignes, 34 mots***

Mieux rémunérer les policiers, pompiers, infirmières.  
Arrêter les privilèges de nos dirigeants. Plus de salaire à vie pour les présidents.  
Les agresseurs sont mieux protégés que les victimes.  
Augmenter les retraites et bas salaires.

---

### ***C003. Manuscrit, 7 lignes, 60 mots***

Plus de transparence par rapport à l'attribution des impôts que nous payons. Un état annuel des dépenses de l'État consultable sur Internet.  
Abolition des privilèges des députés, sénateurs, ministres (exemple : leur transport, leur retraite, leurs émoluments)..  
Inviter les maires à réunir des citoyens tirés au sort et à leur demander leur avis sur des questions liées à leurs attributions.

**C004. Manuscrit, 5 lignes, 37 mots**

- (1) Revenu universel de 500 € / mois pour tous.
- (2) Gel des taxes pendant 3 ou 5 ans.
- (3) Impôts locaux à 0 euro. Au-delà de 2000 € -> 200 euros d'impôts locaux.
- (4) Retour de l'ISF.

---

**C005. Manuscrit, 3 lignes, 14 mots**

- (1) Réforme constitutionnelle soumise à référendum.
- (2) Gel des taxes pendant 3 ans.
- (3) Retour de l'ISF.

[Initiales]

---

**C006. Manuscrit, 31 lignes, 279 mots**

Moins d'impôts, plus de services, cela est impossible ; il y a des Gilets jaunes sympathiques mais il y a beaucoup de démagogie, de populisme... que les extrêmes vont récupérer. Attention au référendum, c'est dangereux et on ne répond pas obligatoirement à la question. Si nous avons tant de chômage, il ne faut pas chercher loin, nous avons une mauvaise formation et tous les métiers manuels sont rejetés et mal payés, ce qui n'est pas le cas en Allemagne et en Suisse, ce qui leur permet de conserver une industrie. La relance en France, cela est provisoirement impossible, nous avons beaucoup de personnes inemployables par manque de formation. De toute façon il est impossible de procurer de travail à tout le monde si ce n'est en partageant celui-ci. Les 35 h, c'était très bien à la condition de ne pas l'appliquer bêtement à tout le monde, par exemple il fallait embaucher à la Poste pour que les bureaux soient ouverts le samedi après-midi. Dans la banlieue parisienne les bureaux de poste sont pris d'assaut le samedi matin. Tout n'est pas possible et pour, l'avenir de notre planète, il faut aller vers la décroissance et ne pas laisser croire à une croissance infinie qui, sur le plan mathématique, est impossible. Sur le plan financier, je ne vois qu'une petite solution indolore : augmenter les droits de succession (naturellement pas pour les sommes inférieures à X - à discuter). Si nous ne changeons pas notre mode de vie, nous allons directement dans le mur, et ce n'est pas avec le matraquage de la publicité pour les SUV, l'addiction aux écrans, l'alimentation avec trop de viande... que nous échapperons à la catastrophe.

---

**C007. Manuscrit, 26 lignes, 183 mots (femme)**

Je suis retraitée, je demande l'annulation pure et simple de l'augmentation de la CSG pour les retraites (+1,7%).

Je trouve discriminatoire de l'annuler pour les retraites < à 2000 €. Moi, j'ai acheté une maison en 2016, à l'époque j'ai contracté un emprunt avec une charge représentant 33 % de mes revenus. Or l'augmentation de la CSG me ponctionne mes revenus de 50 €/mois ou 600 €/an, c'est scandaleux.

On parle (M. DE RUGY) d'une solidarité intergénération mais, moi, j'ai payé pendant 42 ans les retraites de nos seniors et aujourd'hui on me demande de payer pour les salariés !!!!

Et on s'étonne de l'apparition des Gilets jaunes... Ils veulent la révolution ? Je touche une retraite de 2700 € et je me considère pas comme un riche.

Non seulement nos retraites perdent tous les ans des euros et en plus on nous ponctionne de la CSG supplémentaire.

Diminuer les impôts sur le revenu et impôts fonciers.

Moi, j'habite à Vérines et je paie 1100 € de taxe d'habitation alors qu'il n'y a ni médecin ni pharmacie ni poste, ni banque, ni boucherie...

[NOM, PRÉNOM]

---

**C008. Manuscrit, 1 ligne, 4 mots**

Franchement ALLEZ L'OM!!

---

**C009. Manuscrit, 2 lignes, 10 mots**

Je n'aime pas les Gilets jaunes, ce sont des fachos !!

---

**C010. Manuscrit, 2 lignes, 6 mots**

Rétablissez l'ordre public de route urgence !

---

**C011. Manuscrit, 3 lignes, 20 mots**

- Revalorisation des retraites suivant l'inflation.
- Annulation de l'augmentation de la CSG.
- L'Europe oui, mais pas celle actuelle !

---

**C012. Manuscrit, 6 lignes, 36 mots**

- Revalorisation des retraites au niveau de ce qu'elles devraient être actuellement.
- Revalorisation tous les ans des retraites correspondant à l'inflation.
- Pour les retraités, pas de CSG.
- L'Europe "oui" mais pas celle actuellement.

---

**C013. Manuscrit, 22 lignes, 110 mots**

Monsieur le Maire, avant de faire de la démagogie, balayez devant votre porte.

Facile de prendre le gouvernement en otage quand on sait que vous n'avez jamais ouvert de cahier de doléances pour se plaindre de votre municipalité. Avec vos deux Verts vous avez coupé la ville en deux.

Vous dépensez un argent énorme pour la salle de l'hôtel de ville sous les combles.

Vous rénovez le Vieux-Port : ≈ 10 M €

Vous voulez commander des bus électriques et au gaz : 6 M €.

Tout est gadget et com. Vivement 2020, Monsieur le maire !

Même aussi pour ces conditions matérielles déplorables pour remplir ce cahier de doléances.

28/12/2018

**C014. Manuscrit, 8 lignes, 53 mots**

**Deux propositions**

1. Mise à plat de la réglementation fiscale en apportant une attention particulière au sort aujourd'hui injuste des CÉLIBATAIRES.  
Célibataire retraité=double peine
2. Encadrement rigoureux des LOYERS : il est anormal que l'argent public vienne, sous forme d'APL, faire face à la voracité de propriétaires sur le dos de locataires démunis.

28/12/2018

---

**C015. Manuscrit, 24 lignes, 243 mots**

Il me semble important de rémunérer le travail à une juste valeur, qui permette aux citoyens de vivre correctement, de voir venir le grand âge sereinement quant aux coûts à assumer, EHPAD médicalisé par exemple. Ainsi on doit pouvoir financer 1 700 € minimum d'EHPAD. Donc partir à la retraite avec davantage que le salaire médian actuel. Peut-être relever le SMIC. Il faut éviter que les plus riches s'enrichissent toujours plus, relever les frais de succession afin qu'il y ait redistribution.

Je souhaite qu'un impôt à 60 % et plus soit étudié, et que les débats soient menés de telle sorte que les gens voient ce qu'il leur reste et non ce qu'on "leur prend".

Le respect de chaque catégorie sociale est indispensable, des éclaircissements et explications étayées et factuelles doivent être présentés largement, de manière visible et audible, y compris dans les médias.

L'éducation est à améliorer, ainsi que la santé, les services publics. Les transports en commun à développer, les taxes à appliquer sur le kérosène, les bateaux de croisières, les cargos porte-conteneurs.

L'environnement, la transition écologique et solidaire, l'isolation thermique, la protection des zones agricoles, la lutte contre les pesticides... ne sont pas assez pris en compte.

Je n'aime pas l'idée du RIC qui me paraît dangereux car on peut lancer n'importe quelle revendication (contre l'immigration, l'IVG, pour la peine de mort...). Nous sommes une démocratie, juste à faire mieux vivre. Réfléchissons encore et toujours ! Pour une belle société.

Le 28/12/2018

---

**C016. Manuscrit, 21 lignes, 118 mots (femme)**

Je souhaite un référendum local pour l'emplacement du nouvel hôpital.

En effet, cet établissement devra être placé dans un endroit ouvert, suffisamment spacieux pour y accueillir les patients et les visiteurs (donc des parkings) sur un seul lieu et qui répondrait aux besoins de demain.

Le choix du centre-ville et du parc des expositions n'est pas pertinent et ne répond pas non plus aux souhaits des Rochelais eux-mêmes.

De plus, cette décision, si importante, ne peut être prise par un seul homme contre, semble-t-il, l'avis de nombreux intervenants et peut-être à l'aube de son départ.

Alors, M. Fontaine, laissez parler les citoyens.

Et pourquoi pas également une interrogation sur l'interdiction du port aux voitures en semaine l'hiver ??

Mme [Prénom NOM]

Le 31/12/2018

---

**C017. Manuscrit, 21 lignes, 125 mots**

L'ÉTAT encourage une amélioration de votre retraite en travaillant plus si vous avez atteint l'âge de départ avec le nombre d'annuités nécessaire. Cela s'appelle la SURCOTE.

J'ai travaillé 2 ans de plus. Pour atteindre 2002,75 €...(en 20 [suite de la date tronquée par la photocopie]).

Par l'augmentation de la CSG au-delà de 2000 €... faites le calcul, ce n'est plus de la surcote mais de la DÉCOTE...

Merci de tenir compte de ce plus pour ne pas pénaliser injustement les personnes qui sont limite dans le calcul CSG. Sinon ce n'est pas de l'injustice sociale mais de "l'escroquerie sociale". En ce cas j'aurais pu prendre ma retraite 1 an plus tôt et cumuler emploi retraite. Dans ce cas je considère que j'ai perdu 30 000 €...

---

**C017. Manuscrit, 13 lignes, 92 mots**

IMPÔT Remise à plat des impôts, avec suppression du quotient familial, et paiement donc INDIVIDUALISÉ, ce qui aurait pour effet la suppression des niches fiscales et provoquerait un plus en perception pour l'État et une plus grande justice.

Élections de nos représentants à la proportionnelle, ce qui permettrait d'avoir un nombre de sièges électoral proportionnel au suffrage ; là aussi, justice et bonne représentation par rapport au VOTE.

PRISE EN COMPTE DU VOTE BLANC

POURQUOI ON N'A PAS SUPPRIMÉ POUR UN AN le CICE pour financer les demandes des GILETS JAUNES ???

---

**C019. Manuscrit, 39 lignes, 268 mots**

Par rapport à la CSG retraités. Quand on a un peu plus de 2000 € de retraite on doit payer l'augmentation de la CSG. Je serais OK pour être solidaire des petits salaires (SMIC et jusque vers 2000 €) mais je ne suis plus OK pour diminuer mes revenus d'environ 30 € par mois pour permettre l'augmentation des revenus de salariés qui perçoivent 3 000/4 000/5 000 € et plus !...

D'autre part, pourquoi ne pas faire des tranches : retraites de 2 000 à 3 000 € : augmentation CSG de 1 point. Retraites de 3 000 à 4 000 € : augmentation de CSG de 1,5 points. Retraites de plus de 4 000 €/mois : augmentation CSG de 2 pts.

Les élus, maires et députés devraient rendre compte (≈ 1 fois/an) de leurs décisions, de leurs votes et autrement que dans les écrits tels que Lettre du maire, Journal de LR (qui sont sous forme d'affirmations et non d'explications) ; cela permettrait échanges et débats si réunions publiques.

Pourrait-on mettre en place des conseils municipaux de jeunes (jusqu'à 25-30 ans) par quartiers/ville, cf ville d'Angers lors du précédent mandat municipal ?

Dans le cadre de l'accompagnement du « tout numérique », à destination de ceux qui ne sont pas "outillés" ou de ceux qui ne maîtrisent pas ces outils, pourrait-on salarier par quartier un personnel polyvalent (non pas 1/impôts ou bien 1/Sécu...) du type "écrivain public" pour aider les personnes (y compris des séniors) à faire les diverses démarches qui vont devoir se faire obligatoirement par Internet ?

Organiser débats publics sur les grands projets locaux.

LR, ce 2/01/2019

---

**C020. Manuscrit, 13 lignes, 98 mots**

Pourquoi la fin de vie paisible est-elle réservée aux riches qui peuvent se rendre en Suisse ? La grande majorité des trans[fusés] [*fin du mot tronquée*] en cas de maladie incurable ne tiennent pas à souffrir physiquement ou moralement.

Cela ne coûterait rien alors pourquoi hésiter, même les croyants dans la majorité sont pour. Un référendum à ce sujet est indispensable puisque nos hommes politiques sont incapables de légiférer. Ce n'est pas au médecin de choisir mais au malade de mettre fin à ses jours dans les meilleures conditions possibles. Il suffit de suivre l'exemple de la Belgique.

[Signature], le 3-1-2018

---

**C021. Manuscrit, 32 lignes, 226 mots (femme)**

Jeudi 3 janvier 2019

En tant qu'habitante de La Rochelle, j'ai payé environ 3 000 € de taxes locales pour l'année 2018 (taxe d'habitation + taxe foncière). J'apprécie que mes impôts locaux permettent de financer les charges publiques, et en particulier les aménagements destinés aux plaisanciers car même si je ne possède pas de bateau, j'aime les voir danser sur la mer dans cette belle ville maritime de La Rochelle. J'apprécie aussi les aménagements pour prévenir l'immersion de notre ville ; et aussi le nettoyage des trottoirs du centre-ville envahis des déjections des chiens des SDF devant les devantures des commerçants sous nos belles arcades...

Pourtant, je ne comprends pas pourquoi je dois, avec mes voisins, ramasser des tonnes de feuilles des arbres de la ville qui envahissent nos trottoirs (et nos résidences).

Certes, M. le maire nous rappelle régulièrement au civisme citoyen, et c'est à chacun de balayer "son" trottoir. Nous sommes d'accord. Jusqu'à un certain point. Les déchets de la ville nous envahissent de façon disproportionnée par rapport à notre temps libre et à notre investissement civique (qui est réel dans mon quartier de l'avenue Paul-Doumer). Sommes-nous trop éloignés du centre ? ? (10 minutes à pied du marché). Sommes-nous des Rochelais de seconde zone ?

Je demande une meilleure répartition de la dépense publique que je finance. Plus d'équité pour l'ensemble des citoyens de la ville. Merci.

---

**C022. Manuscrit, 7 lignes, 34 mots (homme)**

Jeudi 3 janvier

Je souhaiterais dans l'urgence :

- L'indexation des retraites.
- Suppression de la taxe d'habitat pour les retraites inférieures à 2000 nets.
- Suppression des taxes sur les énergies pour le chauffage des particuliers.

M. [Nom] 3-1-2018

---

**C023. Manuscrit, 14 lignes, 63 mots**

Vos salaires :

Président élu par le peuple	19000
1er ministre	14000

Sénateurs, députés 7000

Ministre 10000

+ indemnités et + avantage divers et variés

et hérésie : Retraites à vie

Nous petit peuple

des miettes

C'est à ça que vous devez

vous attaquer.

Diminution radicale de vos salaires et avantages.

Le peuple est éduqué et se rend compte de votre démesure salariale.

[Signature] le 3 janvier 2019

---

**C024. Manuscrit, 24 lignes, 135 mots**

3 janvier 2019

I. Davantage de justice fiscale pour plus de justice sociale

- 1) Retour de l'ISF -> gain de 3 milliards d'€ pour les finances publiques.
- 2) Report d'un an de la baisse des charges patronales (ex CICE) -> gain de 20 milliards d'€ pour les finances publiques.
- 3) Mise en place d'une tranche d'impôt maximale à 50 % (devenant 60 %).
- 4) Suppression de la CSG pour tous les retraités.
- 5) Indexation des retraites, des allocations familiales, des APL sur l'inflation.
- 6) Augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires.
- 7) Augmentation des salaires des professeurs (parmi les plus bas en Europe).
- 8) Augmentation des salaires.

II. Réforme constitutionnelle

Instauration d'un régime parlementaire comme en Allemagne -> plus de président de la République élu au suffrage universel qui concentre tous les pouvoirs pendant 5 ans sans contre-pouvoir.

Mme [ NOM] [Signature]

---

**C025. Manuscrit, 46 lignes, 379 mots (homme)**

4 janvier 2019

I Propositions pour rapprocher les décisionnaires des Français

- 1) Il y a bien dans le pays assez de jeunes assez doués pour diriger des entreprises : on peut donc élargir le recrutement des grands dirigeants et mettre fin au système actuel où ils se cooptent entre eux (pour des salaires exorbitants).
- 2) Mettre un quota de promotion interne pour l'accès à la haute administration, afin que les dirigeants profitent davantage de l'expérience du terrain.

3) Dans le même ordre d'idée, que les hauts fonctionnaires qui partent dans le privé ne puissent plus revenir dans le public.

4) Enfin, qu'un dirigeant d'entreprise qui dépend de commandes de l'État ne puisse pas être propriétaire d'un journal, *a fortiori* d'un groupe de presse !

## II Aménagement du territoire

1) Mettre fin aux privatisations (aéroports, etc.).

2) À l'époque d'Internet, il n'y a plus aucune raison de masser les entreprises dans la capitale (ou les grandes villes) -> inciter financièrement les entreprises à s'installer à plus de 80 km de Paris :

- réduction des investissements à faire dans la capitale,
- effet positif sur le coût des loyers,
- par ailleurs, on sait qu'il va y avoir une crue de la Seine, que les sièges des grandes entreprises à la Défense seront sans moyen de communication (sous-sol noyé) et que cela coûtera 40 milliards. Mais personne ne songe à les délocaliser.

3) Renoncer à la réforme de la SNCF au profit d'un grand service public des transports : on a engagé une grande opération chirurgicale qui va la tuer, là où une plus grande rigueur de gestion suffisait (salaires => gestion plus rigoureuse des carrières, budget communication délirant, etc.).

4) Taxer le transport aérien à hauteur de son empreinte carbone :

- kérogène pour les lignes intérieures,
- taxe pour les Français voyageant à l'étranger, avec une réglementation particulière pour les DOM-TOM.

## III Citoyenneté, vie privée

1) Interdire aux banques de ficher leurs clients d'après leurs achats en carte bleue.

2) Obliger les opérateurs Internet à faire une réelle consultation de leurs clients avec une seule question : autorisez-vous à ce que vos coordonnées et informations personnelles soient utilisées à des fins commerciales OUI-NON.

3) En revanche, je suis très réticent sur le RIC : nous sommes dans une démocratie de représentativité.

[Prénom NOM, Adresse]

---

**C026. Manuscrit, 16 lignes, 101 mots**

04/01/19

Retrouver de la justice fiscale et surtout stopper le gaspillage de l'argent public. Diminuer le nombre des députés et sénateurs (les autres pays fonctionnent aussi bien à moindre représentants).

Fin des privilèges exorbitants, prendre exemple sur les pays scandinaves, souvent vantés par les politiques.

Une PAC plus juste, voire qui privilégie l'agriculture propre au lieu de favoriser les grosses exploitations qui absorbent les petites, alors que c'est sûrement un mode de culture qui permettrait de donner du travail et qui serait bénéfique à l'environnement.

Diminuer les écarts entre les plus riches et les autres travailleurs, ce système apporte colère et désordres.

[Initiales]

**C027. Manuscrit, 12 lignes, 97 mots**

7/01/2019

1) Moins d'impôt sur le foncier, on s'endette déjà pour acheter une maison car on n'a pas le choix, et en plus on nous taxe une deuxième fois avec l'impôt foncier.

2) On vous fait payer une redevance télé alors que la plupart des personnes sont abonnées à des opérateurs privés donc double taxe alors que c'est aux opérateurs de payer.

[Signature]

PS : Pour les retraités, comment peut-on expliquer à des retraités qui n'ont jamais travaillé qu'ils ont 800 € et une personne qui travaille, même si ce n'est pas toute une carrière, touche moins que 800.

---

**C028. Manuscrit, 24 lignes, 175 mots**

7/01/2019

La transition écologique ne sera pas gratuite. Il faut le dire même si ce n'est pas attractif d'un point de vue électoral...

L'argent versé à l'éolien et au photovoltaïque (coût > à 100 milliards € selon la Cour des comptes) devrait être taxé à 100 % (on ne peut sans doute pas modifier les contrats mais on peut créer un impôt) car il ne sert à rien d'un point de vue CO<sup>2</sup> émis pour l'électricité. Et cet argent pourrait être injecté dans la rénovation thermique.

Par ailleurs, personne n'ose dire comment on va faire pour substituer les énergies fossiles (75 % de l'énergie consommée en France), et surtout combien ça va coûter.

L'agriculture biologique (la vraie), c'est bien mais forcément les produits sont plus chers car + de main d'œuvre (qu'on ne veut pas payer...) mais là aussi comment le dire ?

Comme tout procède dans notre société de l'énergie et de son coût, n'oubliez jamais cette donnée de base.

[P. NOM] La Rochelle

PS: au niveau local, éliminez les merdes de chiens, ou les chiens, ou leurs maîtres !

---

**C029. Manuscrit, 5 lignes, 25 mots**

[Initiales] La Rochelle

- Remettre en place l'ISF (priorité).
- Baisser la dépense publique en réduisant le nombre de fonctionnaires suite à l'informatisation. Pouvoir baisser aussi les impôts.

---

**C030. Manuscrit, 14 lignes, 76 mots**

07/01/19 Scolarité - Respect des enseignants

Donner les moyens aux enseignants d'être respectés : en responsabilisant financièrement les parents.

Proposition :

1) Établir une liste des manquements : absences injustifiées, menaces envers les professeurs, insultes, violences en récréation, retards, non-respect du règlement intérieur, etc.

[page suivante] (suite "Respect des enseignants")

2) Établir une correspondance financière en regard de chaque manquement et sanctionner sous forme d'amende à prélever sur les aides sociales. Amende à instruire par le chef d'établissement.

La Rochelle  
[Paraphe]

---

**C031. Manuscrit, 18 lignes, 135 mots**

- Propositions :
- 1] Revaloriser les retraites selon le niveau de l'inflation (perte de pouvoir d'achat car taux de revalorisation des années précédentes nuls ou faibles, et en plus avec un décalage à chaque fois de plusieurs mois, voire à + d'1 an).
  - 2] Suppression de la taxe d'habitation pour tous (soi-disant injuste donc injuste pour tous). Éviter de faire des distinctions, voire discriminations entre les Français-Liberté-Égalité-Fraternité.
  - 3] Revaloriser les taux du livret A selon le niveau de l'inflation (perte de revenus et dévalorisation depuis 2015).

le 8/01/2019 [Signature]

4] On peut trouver de l'argent en annulant une grosse partie de l'abattement (+ 1 %), c'est énorme pour l'imposition et les prélèvements sociaux, des locations de gîtes, meublés de tourisme classés et chambres d'hôtes (dans la limite de 17 000 €) et déclarés par des prestataires comme Airbnb, etc.

---

**C032. Manuscrit, 12 lignes, 77 mots**

- Empêcher les entreprises de partir à l'étranger.
- Diminuer les charges aux employeurs afin qu'ils puissent embaucher.
- Augmenter les retraites et les pensions.
- Trouver une solution pour les hôpitaux car ils souffrent énormément.
- Enlever toutes les taxes.
- Arrêter d'augmenter toutes sortes de choses.
- Dire aux employeurs qu'ils soient moins exigeants sur les offres d'emploi, ex demander 1 pour du courrier.
- Laisser les pensions de réversion aux femmes et aux hommes.

---

**C033. Manuscrit, 17 lignes, 130 mots (femme)**

08.01.19 M. le Président

Retraitée de l'EN depuis 8 ans, ma pension n'a pas été revalorisée malgré l'inflation (denrées alimentaires, électricité, assurances... la liste est longue).

Ayant dû arrêter d'exercer durant 8 ans, j'ai alors cotisé à une caisse de retraite complémentaire en vue d'améliorer ma pension à venir... Les sommes mensuelles étaient, bien sûr, prélevées de mon

salaire donc imposées. Quelle ne fut pas ma surprise de constater que cette allocation était de nouveau imposée ! Mieux, grâce à vous, j'ai subi sur ces allocations le prélèvement supplémentaire de la CSG. Il aurait mieux valu que je me constitue "un bas de laine" ainsi je ne serais pas totalement spoliée ! Votre méthode est scandaleuse.

Vivement votre départ afin de vivre sereinement les quelques années qui nous restent...?

Bon vent.

[Initiales, Signature] La Rochelle

---

***C034. Manuscrit, 26 lignes, 168 mots (homme)***

09.01.19                      Monsieur,

À l'issue d'une carrière difficile au service de l'État où je n'ai pas économisé ma peine au détriment bien souvent de ma famille (inspecteur divisionnaire en police judiciaire dans la région parisienne pendant 30 ans), je pensais jouir (avec mon épouse) d'une retraite bien méritée.

Je m'aperçois que, depuis de nombreuses années, cette pension diminue par des subterfuges intolérables tels que l'augmentation de la CSG et l'abandon de l'indexation de la pension par rapport à l'inflation.

Ce phénomène est injuste et insupportable et contribue à faire perdurer une société où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres et classes moyennes de plus en plus pauvres.

Je vous demande de bien vouloir revenir à la solution initiale.

En autres, je déplore cette classe politique inefficace et éloignée des réalités quotidiennes.

Une remise en cause de chacun et un sens plus profond des réalités doivent résoudre ce problème de base susvisé.

Recevez, Monsieur le Président, mes vœux pour la France, sa grandeur et son équité.

---

***C035. Manuscrit, 13 lignes, 80 mots (femme)***

Monsieur le Président,

Ayant longuement travaillé en milieu hospitalier (pédopsychiatre) en région parisienne, j'ai pris ma retraite il y a 6 ans et j'ai pu constater que depuis cette date ma retraite n'augmente pas, ne suit pas le coût de la vie, pire diminue.

Cette diminution ne me permet pas de faire un peu plus de "plaisirs" à mes petits enfants et ne contribue pas au maintien d'une consommation de bien être dont je pourrais profiter en temps que "retraitée".

[Signature]

---

***C036. Manuscrit, 39 lignes, 225 mots***

Dans quel pays vivons-nous ?

Le pouvoir d'achat – ne pas le confondre avec consommation toujours plus ! – est-ce d'avoir le + grand écran TV, le dernier smartphone, etc.) ?

Quand privilégiera-t-on la qualité de vie (environnement, partage, etc.) ?

\* La MORALE au lieu de la violence banalisée, entretenue et même revendiquée. C'est cela l'avenir de nos enfants (le discours de certains se trompe d'avenir de nos enfants...) ? et la violence diffusée de plus en plus courante par les écrans quels qu'ils soient.

\* La France est gâtée en général ! La dimension d'avenir économique est-elle importante?

\* Où est le discours de l'ABBÉ PIERRE et d'EMMAÛS qui avait une si juste idée de la vraie misère en 1954.

\* L'éducation par le haut et non plus par le bas... Merci, Mr Blanquer, de continuer dans ce sens. Le respect.

\* La culture dans tout cela ?

\* Tout le monde devrait être égal devant l'impôt, chacun selon ses moyens et devrait y contribuer !! Tout le monde ne profite-t-il pas des services sociaux ?

\* Curieusement personne ne se soucie de la santé de nos enfants. 11 vaccins pour les nouveau-nés ?? Aberration ! Sans doute préfère-t-on engraisser les labos... ?? Également pour le rejet de l'homéopathie.

### Conclusion

La France est difficilement gouvernable. Tout et son contraire, et les Gilets jaunes en particulier !!

[Signature]

---

#### ***C037. Manuscrit, 18 lignes, 103 mots***

### IMPÔT SUR LE REVENU

Pour rendre l'impôt sur le revenu plus équitable et éviter les effets de seuil.

Tout le monde (y compris les plus hauts salaires) aurait les mêmes tranches aux mêmes taux. Par exemple :

- 0 % jusqu'à 15 000 €
- 5 % de 15 000 € à 30 000 €
- 15% de 15 000 € à 45 000 €
- etc.

Il est possible avec l'informatique de chercher quelles tranches et quels taux permettraient d'obtenir les mêmes contributions.

Cela rendrait l'impôt plus juste et éviterait qu'une augmentation de salaire ou des heures supplémentaires ne pénalise le contribuable.

---

#### ***C038. Manuscrit, 8 lignes, 28 mots***

Serait-il possible que les fonctionnaires, que les salaires soient revalorisés et pour les impôts dont les personnes touchant moins de 1 000 € suite à maladie soient réduits.

Revoir la carrière professionnelle des fonctionnaires qui sont lésés par rapport à l'indice et au grade.

---

#### ***C039. Dactylographié, 78 lignes, 743 mots (homme)***

### **Doléances pour l'État à mettre en place avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2019**

- ISF : à remettre en place en urgence pour équité et exemple.

- Paiement des impôts et des taxes dues par les gros groupes financiers qui font du commerce en France (Amazon, Apple, Carrefour, MacDo, Total, etc.). Les sociétés de transports maritimes et aériennes polluantes (TVA et taxe carbone sur les carburants).
- RIC : à mettre en place
- SMIC à 1 300 euros nets.
- Dissolution du gouvernement, trop de magouilles avérées...
- Modérer « notre roi et sa reine » dans leurs dépenses... On pourrait leur retenir sur leur salaire la piscine de Fort Brégançon et la nouvelle vaisselle de l'Élysée !
- Suppression des sénateurs.
- Suppression de la taxe d'habitation pour tout le monde comme annoncé.
- Suppression des retraites exorbitantes des anciens présidents (les ramener au SMIC (voire retraite de smicard) me semble très correct).
- Suppression de tous les avantages liés à leur ancienne fonction.
- Rétablissement de la vitesse à 90 sur les routes de campagne.
- Zéro SDF : URGENT.
- Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches.
- Favoriser les petits commerces des villages et centres-villes. Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce et davantage de parkings gratuits dans les centres-villes.
- Grand plan d'isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages.
- Impôts : que les GROS (MacDo, Google, Amazon, Carrefour...) payent GROS et que les petits (artisans, TPE PME) payent petit.
- Même système de Sécurité sociale pour tous (y compris artisans et auto-entrepreneurs). Fin du RSI.
- Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points.
- Fin de la hausse des taxes sur le carburant.
- Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transports seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket-restaurant et au chèque-vacances.
- Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.
- Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.
- Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
- Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous voulons plus de CDI.
- Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.).
- Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.
- Que les causes des migrations forcées soient traitées.
- Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
- Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.

- Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).
- Salaire maximum fixé à 15 000 euros/mois.
- Augmentation des allocations handicapés.
- Limitation des loyers. Davantage de logements à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).
- Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- Le référendum populaire doit entrer dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures, alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.
- Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.
- Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue.

[manuscrit] Fait à la Rochelle le 9/1/19 Mr [NOM]

---

***C040. Dactylographié, 58 lignes, 607 mots***

[Manuscrit] La Rochelle le 9-01-2019

**Comment mieux accompagner les Français dans leur vie quotidienne pour se déplacer, se chauffer, isoler leur logement ?**

Remettre du lien dans les transports en commun.

Mise en place d'aide pour l'amélioration de l'habitat.

**Comment faire évoluer le lien entre impôts, dépenses et services publics pour mieux répondre aux besoins des Français ?**

Refondre notre politique fiscale en supprimant toutes les niches fiscales et en créant 15 paliers.

Faire payer l'impôt dès le premier euro de salaire.

Mettre en place le prélèvement à la source pour le paiement de l'impôt pour les sociétés.

Faire de la fraude fiscale une priorité nationale.

Remise en place de l'ISF.

Suppression du CICE.

Suppression de la *flat tax*.

Dégel du point d'indice pour les fonctionnaires.

Indexation des retraites sur l'inflation.

Indexation du taux du livret d'épargne sur le taux de l'inflation.

**Comment faire évoluer l'organisation de l'État et des autres collectivités publiques pour les rendre plus proches des Français et plus efficaces ?**

L'organisation de l'État doit être visible et lisible (ce qui n'est pas le cas pour les nouveaux acronymes des nouvelles directions départementales - par exemple DRDJSCS).

Donner à chaque préfet les moyens de pouvoir disposer des agents dont il a besoin (et non avoir une vision administration centrale).

Avoir un État exemplaire (trop d'exemples de directeurs d'administration territoriales défailants mais restant en fonction - par exemple, utilisation des moyens de l'État en contradiction avec les décrets ou notes).

Arrêt du spoil système dans la haute fonction publique (par exemple, changement des préfets et directeurs d'administration centrale à chaque alternance).

Créer des maisons de l'État mobiles (c'est l'État qui doit se rendre auprès des citoyens et non l'inverse).

Une même organisation de l'État sur tout le territoire (chaque préfet ne devrait pas choisir son mode d'organisation).

Arrêt d'un millefeuille territorial (commune, communauté de communes, d'agglomération, métropole, département, région, etc., on ne sait plus qui fait quoi).

Faire de la DGAFP (direction générale de l'administration et de la fonction publique) une véritable DRH de la fonction publique.

Toute loi doit entrer en vigueur six mois au maximum après sa publication au *Journal officiel* (càd les décrets d'application et les notes seront publiés dans les six mois).

Tout juge ayant commis une erreur manifeste de jugement sera convoqué devant un tribunal composé de citoyens (cf le juge Burgaud).

**Que signifie être citoyen aujourd'hui ? Comment faire évoluer la pratique de la démocratie et de la citoyenneté ?**

Rendre la confiance dans les pratiques des élus, tout élu qui a été condamné ne doit pas pouvoir se représenter à une élection politique.

Mise en place de référendums citoyens (ville, département, région, nation).

Rendre accessible les médias à nos concitoyens en organisant des débats (pas seulement réservés à des experts).

Mettre fin aux privilèges des anciens présidents et anciens Premiers ministres (voiture, bureau, personnels).

Plus de nomination automatique des anciens présidents au Conseil constitutionnel.

Suppression du CESE (conseil économique et social).

Suppression de la Haute Cour de justice (les ministres redeviennent des citoyens comme tout un chacun et doivent répondre de leurs actes devant la justice après la fin de leur mandat).

Suppression de la moitié des commissions qui se réunissent peu de fois (moins de 6 fois par an) (ex : commission Théodule, cf Charles de Gaulle)

Le système de retraite des députés et sénateurs doit être aligné sur celui des agents de l'État.

Les députés et sénateurs doivent justifier à l'euro près de leurs dépenses de fonctionnement.

**Quelles sont les attentes et les inquiétudes des Français relative à l'immigration, dans un contexte de mondialisation et de laïcité parfois bousculée ?**

Ce n'est pas la laïcité qui est bousculée mais son interprétation.

[Initiales]

\_\_\_\_\_

**C041. Manuscrit, 6 lignes, 34 mots**

LR, le 09/01/2019

- Indexation des retraites sur l'augmentation du coût de la vie ;
- Indexation du livret A sur l'augmentation du coût de la vie.
- Rendre les cotisations aux complémentaires santé déductibles des impôts

---

**C042. Manuscrit, 14 lignes, 89 mots (femme)**

Le 09/01/19

- Suppression de la taxe d'habitation.
- Augmentation du taux de réversion des veuves.
- Rétablissement de l'ISF (4 milliards).
- Suppression des 80 km sur route.
- Retraite avancée après toute une carrière en travail de nuit (12h pour les infirmières).

Pour La Rochelle :

- Réfection de l'av. Marius-Lacroix, impossible de venir en ville en vélo, ni dans l'avenue des Cordeliers.
- Bus le dimanche : utile pour une ville touristique et aller à la gare pour le 3<sup>e</sup> âge.
- Gratuité des bus après 75 ans.

---

**C043. Manuscrit, 24 lignes, 150 mots**

Obligations minimales

- Pour les retraités : suppression de la majoration CSG. Indexation des retraites au coût de la vie. Calcul des impôts sur le VRAI NET PERÇU, après toutes les déductions y compris taux majoré CSG et prélèvement impôt à la source.  
Suppression totale de l'impôt « taxe d'habitation ».  
Bus plus près des centres d'habitation : villa Mulhouse – Atlantique par exemple.
- Pour les salariés  
SMIG minimum à 1800 €, ou allocations logement conséquentes, de façon que le loyer ne dépasse pas 25 % du salaire net.
- Rétablissement de l'ISF -> IMPÉRATIF.
- Taxation énorme, ou suppression, de salaires au-delà de 5 fois le SMIG.

Tout cela n'est qu'un début, à réaliser de toute urgence. La suite :

- ne pas diminuer le nombre des députés mais veiller à une meilleure répartition afin que toutes les tranches de la population soient représentées :  
ouvriers  
cadres  
enseignants  
libéraux.

[NOM] La Rochelle

**C044. Manuscrit, 2 lignes, 16 mots**

1. Adoption du Référendum d'Inspiration Citoyenne.
2. Prise en compte des bulletins blancs lors des élections.

[NOM] La Rochelle

---

**C045. Manuscrit, 14 lignes, 89 mots**

10 janvier 2018 [sic]

- ☞ Indexer les pensions de retraite sur le coût de la vie notamment les petites retraites.
- ☞ Organiser la représentation totale de la Nation (ouvriers, employés, cadres).
- ☞ Organiser la limite des salaires pour les PDG (pas plus de x 10 par rapport au salaire le plus faible). Il est très affligeant de voir le président des usines Renault tenu en « laisse » devant un tribunal à Tokyo parce qu'on n'a pas mis fin à sa cupidité.
- ☞ Approfondir la formation notamment pour les jeunes, et jeunes adultes.

---

**C046. Manuscrit (deux feuilles petits carreaux collées), 87 lignes, 706 mots**

Doléances exprimées le 10/01/2019

1) Assez de taxes sur :

- les carburants

- les énergies : a) Électricité : taxes et contributions: TCF2, CSPE ; 1 partie de acheminement -> CTA déjà inclus dans abonnement.

b) Gaz: taxe et contributions liées à l'énergie -> CTA, -> Contribution tarifaire acheminement.

Les factures de nos consommations sont multipliées par plus de 2 par ces taxes et contributions => vite insupportable pour les petits salaires et retraites.

- l'eau, besoin vital : le coût des abonnements versés au département, à la ville, au syndicat des eaux selon les villes, multiplie par 3 la facture d'eau => à quand une unité au juste prix sur l'ensemble du territoire (et fonction de la consommation réelle) ?

2) Assez de nous culpabiliser au sujet de la survie de la planète, nous ne sommes pas les vrais pollueurs ; les vrais pollueurs sont :

- Porte-containers maritimes
- Avions
- Paquebots de croisières
- Courses d'engins mécaniques divers
- Climatisations à outrance des hypermarchés.

Sans oublier que le phénomène de la montée des eaux avec le réchauffement est cyclique et a déjà alterné avec les périodes de glaciation.

3) Recyclage des technologies nouvelles que l'on veut nous faire accepter sous prétexte d'écologie :

- Batteries électriques des voitures, vélos, outils et autres
- Panneaux photovoltaïques
- Éoliennes

- Déchets nucléaires de nos centrales...

Personne n'évoque ce que cela coûtera à nos enfants pour les retraiter -> déchets ultimes.

4) Assez de nous culpabiliser pour le trou de la Sécurité sociale, nous n'en sommes pas non plus les uniques responsables alors que nous subissons les "économies" obligatoires suite au non-remboursement de certains médicaments, les sommes maintenant prélevées sur les boîtes de médicaments et actes divers, certaines pharmacies faisant même payer des frais de "dispensations"??

Il est normal de faire surveiller les arrêts de travail, les transports de malades mais pas n'importe comment ; il y a des retraités, souvent des veuves, qui ne conduisent pas et n'ont personne pour les véhiculer.

Les mutuelles de santé sont trop nombreuses et trop chères surtout pour des veuves qui ont travaillé toute leur vie, sans être toujours déclarées, elles ont aussi dû s'arrêter pour élever leurs enfants et aujourd'hui ont de petites retraites (moins de 1500 € mensuels ce qui me semble le minimum pour vivre sans excès !).

5) À quand un véritable plan d'aide pour nos séniors qui ont travaillé pour la France ?

- Coût des maisons de retraite exorbitant pour nos anciens dépendants ne pouvant rester chez eux, certains ne pourront jamais y accéder.
- Humanisation des secteurs de soins (maison de retraite, urgences, hôpitaux où l'on demande à nos anciens de "faire dans leur couche car on n'a pas le temps"...).
- Aide à domicile quand ils peuvent rester chez eux avec des aménagements mais il n'y a jamais personne le WE et la nuit...?  
Prévoir des intervenants de qualité ce qui n'est pas toujours le cas.
- Internet : comment faire une déclaration d'impôt ou le paiement de ses impôts par télépaiement quand on n'a jamais appris à utiliser Internet. La plupart d'entre eux voient mal et leur temps de réaction devant un écran les "déboussole".  
-> pourquoi ne pas avoir prévu une transition ??

6) Augmentation du coût de la vie et pouvoir d'achat :

- Les retraites diminuent sans cesse (CSG, pas de rattrapage pour suivre niveau de vie).
- Les augmentations des salaires et pensions au pourcentage ont bien peu d'effet sur ceux qui ne perçoivent que moins de 2 000 € mensuels, ces augmentations ne devraient pas se répercuter sur les salaires de plus de 4 500 € mais seulement sur les bas salaires.
- La 1/2 part pour les veuves qui ont élevé des enfants et qui a été supprimée devrait être rétablie pour les veuves ayant des retraites inférieures à 2 500 € car si elles sont chez elles, l'entretien, le chauffage, les aménagements pour la mobilité sont aussi chers si l'on est seule qu'en couple mais les revenus sont loin d'être les mêmes.

Voilà un certain nombre de points qui m'exaspèrent depuis de nombreuses années et que je ne pouvais exprimer autrement que par ces cahiers de doléances et la liste n'est pas exhaustive mais...

[P. Nom]

---

**C047. Manuscrit, 21 lignes, 101 mots**

### IMPÔT FONCIER

Il est urgent de recalculer les bases d'imposition de l'habitat ANCIEN (pour un même type d'habitat cela peut aller du simple au triple, c'est intolérable).

Pourquoi ne pas envoyer aux propriétaires un imprimé de déclaration des surfaces habitables.

Les réponses seraient "honnêtes" puis facilement contrôlables.

Pour éviter le surcroît de travail, cela pourrait être fait quartier par quartier sur plusieurs années.

POUR la VILLE

La densification, c'est bien mais il faudrait préserver des espaces verts pour compenser la disparition des jardins.

Il faudrait aussi penser aux circulations et aux stationnements (les garages prévus dans les immeubles étant très insuffisants).

---

**C048. Manuscrit, 3 lignes, 28 mots**

Il serait utile d'indexer les pensions des secteurs publics et privés sur l'inflation, le coût de la vie, au lieu de + 0,30 pour cent par an.

La Rochelle, le 9 janvier 2019 [Signature]

---

**C049. Manuscrit (petites majuscules), 3 lignes, 25 mots (homme)**

[Dans la marge] 10/01/19 [NOM Signature]

POUR LA MISE EN PLACE DU RIC EN TOUTE MATIÈRE DANS LA CONSTITUTION (ARTICLE 3 DE LA CONSTITUTION) ET L'INSTALLATION DE VOTE PAR JUGEMENT MAJORITAIRE.

---

**C050. Manuscrit, 12 lignes, 63 mots**

- Remettre l'écologie au centre de la politique.
- Une justice sociale conduisant à la réelle redistribution de la richesse produite (fiscalité ISF...).
- Développement des services publics (éducation, routes, culture).
- Revoir les institutions avec plus de démocratie directe.
- Sauvegarde des "bonnes lois" : 1901 – 1905 – peine de mort – IVG – mariage pour tous.
- Encadrer les loyers et densifier le centre-ville.

---

**C051. Manuscrit, 8 lignes, 41 mots**

10-01-2019

- Plus de pouvoir d'achat.
- Des petits salaires augmentés.
- Moins de taxes.
- Plus de privilèges pour les pouvoirs.
- Le RIC mis en place sans aucune restriction.
- Macron démission.
- Castaner dehors.
- Sortie de l'Union européenne.

[Signature]

---

**C052. Dactylographié, 25 lignes, 258 mots (couple)**

**DOLÉANCES**

- = Excuses présentées par le président de la République pour les insultes qu'il a proférées à l'encontre du peuple français.
- = Instauration de la proportionnelle pour les élections législatives et du RIC, compte tenu de la non-représentativité de l'Assemblée nationale.
- = Suppression du Sénat et d'un tiers des députés.
- = Réduction drastique des dépenses publiques à tous les niveaux de l'État et des collectivités (salaires des ministres, députés, hauts fonctionnaires, etc., etc., etc.).
- = Suppression des innombrables comités, commissions « Théodule » inutiles et gaspillant un « pognon de dingue ».
- = Suppression des subventions attribuées à de multiples associations sans aucun contrôle (exemple : 678 000 € généreusement donnés à la famille de Théo à Aulnay/Bois).
- = Suppression des niches fiscales non justifiées (journalistes, etc.).
- = Restauration des règles de bonne conduite dans l'éducation nationale et fin du règne des « pédagogistes » dans cette institution.
- = Application stricte des lois régissant la laïcité dans l'espace public (suppression du « halal », vêtements islamiques, contrôle beaucoup plus strict de l'islamisation de notre pays, de notre école, etc.).
- = Veille au respect de la liberté d'expression dans les médias subventionnés par l'État (radios, TV, journaux où règne « la bien-pensance » et d'où sont exclus les « dissidents dits d'extrême droite »). Suppression éventuelle des subventions d'État.
- = Augmentation des retraites les plus faibles (agriculteurs, etc.) et réduction des nombreuses aides sociales accordées aux migrants.
- = Application beaucoup plus sévère des lois régissant l'immigration (fin de l'immigration économique, contrôle des prétendus mineurs, pas de regroupement familial, etc.).

M. et Mme [Prénom NOM]

---

**C053. Manuscrit, 10 lignes, 51 mots (femme)**

[Nom Prénom]            Le 10-1-2019

Baisse du pouvoir d'achat

- Je suis veuve, retraitée, j'ai élevé 3 enfants et je vis seule.
- Je suis dans la petite tranche des revenus moyens.
- Depuis 2012 mes impôts ont augmentés de 44,81% ; par contre tout augmente : CSG, mutuelle, assurance, loyer, sauf ma retraite qui stagne.

---

**C054. Manuscrit (écrit directement sur le registre), 19 lignes, 103 mots**

Justice, justice et ...justice.

C'est le respect de cette valeur que je réclame d'abord.

Justice devant l'impôt pour satisfaire la légitime revendication des "Gilets jaunes" :

- que chacun paie en fonction, de ses revenus
- entreprises françaises et étrangères
- particuliers rentiers ou travailleurs,
- que l'État lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Justice citoyenne : les mêmes droits pour tous à l'école, à la santé, à la mobilité, aux services publics...

Justice représentative : proportionnalité partielle introduite dans les 2 chambres ; tirage au sort pour représenter les catégories sociales oubliées.

Justice pour la nature qu'il faut respecter, réparer, défendre...

et justice...

La Rochelle le 21-01-2019

---

***C055. Manuscrit, 32 lignes, 324 mots***

L'augmentation de la CSG a contribué à diminuer les retraites ; en effet celles-ci n'ont pas été augmentées depuis...? Nous ne savons plus tellement il y a longtemps. S'il y avait que cela, non seulement pas d'augmentation, alors que la hausse du coût de la vie augmente, mais elles ont été désindexées !! Un scandale, les retraités deviennent les bailleurs de fonds... où sont les 60 à 100 milliards d'évasion fiscale ?! L'État n'essaie pas réellement de rechercher toute cette évasion, et il ne manque pas de nous imposer de façon injuste. Je n'accepterais l'idée de payer plus d'impôts que s'il était plus justement utilisé pour les services publics.

En ce qui concerne la taxe d'habitation, je fais partie, soi-disant, des retraités riches ! À peine 4 000 € pour un couple de 2 personnes : des retraités riches ? C'est difficile à croire... Avec cet impôt qui devait disparaître. Le fameux prélèvement à la source, pour nous, sur 4 000 € mensuels n'arrange pas les choses !

Le pouvoir actuel veut mieux rémunérer le travail, mais le niveau des retraites correspond au travail que nous avons effectué. Baisser le niveau considérablement des retraites, c'est ne pas reconnaître le travail effectué pendant des années. Stop ça suffit !!

Nous voulons une meilleure utilisation de nos impôts dans l'énergie, le financement et la sortie du nucléaire, le maintien des services locaux publics, comme une agence EDF place de Verdun.

L'impôt sur le revenu doit rester strictement progressif pour l'ensemble des Français en fonction des revenus réels et pas seulement de ceux clairement identifiés (salaires, retraites), ce qui aboutit à ce que seulement 43% des Français en paient actuellement. Cette situation est d'autant plus injuste que nombre d'impôts ou taxes ou d'aides sont ensuite évalués à partir du montant imposable.

Une véritable réforme fiscale nécessite une mise à plat complète de l'évaluation des ressources réelles des citoyens et d'une mise en cohérence avec la politique familiale.

La Rochelle 10/1/2019

---

***C056. Manuscrit, 30 lignes, 260 mots (homme)***

- Souhait que l'imposition soit diminuée avec des tranches réduites pour être + juste.

- Revoir les lois concernant les locations. Nous sommes nombreux à avoir acheté un bien pour le mettre en location en vue de prévoir une retraite que ma génération (45 ans) n'aura pas. Les taxes concernant l'achat, taxe foncière, CSG, le crédit à rembourser (donc pendant 15 ans vacances et

loisirs réduits) et au final on ne peut pas faire le type de location que l'on veut, ou on est surtaxé sur les loyers (qui sont bloqués) ; et lorsqu'il y a des dégradations, c'est encore pour le propriétaire ! Je suis un "petit" propriétaire (1 seul bien) et je vais être obligée de le vendre (donc de perdre ma retraite).

- Que les budgets alloués aux drones tueurs soient alloués à l'écologie.
- Que les privilèges des anciens présidents, ministres... soient abaissés, voire supprimés.
- Que les petites [entreprises] et les indépendants ne soient plus rackettés comme actuellement. Ce n'est pas l'ACCRE<sup>1</sup> qui va aider une [entreprise] si c'est pour la plumer au bout de 3 ans.
- Je suis solidaire avec les retraités, chômeurs, personnes handicapées et personnels des hôpitaux.
- Augmentation du pouvoir d'achat avec baisse des taxes (carburants).
- Arrêtez de faire culpabiliser la population qui, elle, fait déjà des efforts depuis longtemps.
- Plus de respect.
- Quant au diviser pour mieux régner, là, vous êtes au TOP.

---

***C057. Manuscrit (écrit directement sur le registre), 17 lignes, 94 mots (femme)***

Nous sommes 2 mondes qui ne se comprennent pas. Trop d'écart entre les riches et les pauvres.

Le plus important :

1<sup>er</sup> Transition écologique. L'environnement ne doit pas peser sur le social, et au contraire apporte des emplois. Élevage, respect des animaux, agriculture sans pesticides.

Transport non polluant – Électrique – Carburant vert – Hydrogène, etc.

2<sup>e</sup> Le pouvoir d'achat pour les salariés et retraités.

3<sup>e</sup> Rétablissement de l'impôt sur la fortune, arrêt des évasions fiscales.

4<sup>e</sup> Tenir compte des votes blancs.

5<sup>e</sup> Penser au revenu universel qui apporterait des emplois (services dans les villes et campagnes).

[Nom Prénom] 11/01/2019

---

***C058. Manuscrit, 2 lignes, 8 mots***

Le dégel du point d'indice pour les fonctionnaires.

[Signature] 14/01/2019

---

***C059. Manuscrit, 25 lignes, 187 mots (femme)***

1. La priorité est de réduire les inégalités sociales.
2. Respecter les promesses d'avant l'élection.
3. Diminuer le nombre de députés et sénateurs.
4. Sauvegarder les institutions publiques telle que éducation nationale et hôpitaux, EHPAD...

---

<sup>1</sup> ACCRE (aide aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise) remplacée par l'ACRE (aide aux créateurs et aux repreneurs d'entreprise le 1er janvier 2019. [Note de l'éditeur]

5. Mettre en place une égalité devant la fraude en cessant de poursuivre les plus démunis et en laissant impunis les politiques ou les plus riches.

Quelques exemples.

1. La TVA est payée pareil par tous. C'est l'impôt le + important en montant -> augmenter la TVA sur les produits de luxe et diminuer celle des produits de 1<sup>ère</sup> nécessité.
2. "Je ne toucherai pas aux retraites"! "Plus de SDF pendant mon mandat".
3. Ils ont des salaires beaucoup trop élevés, n'assistent pas beaucoup aux séances, même celles importantes et de ce fait sont trop nombreux.
4. L'avenir du pays, c'est l'enseignement. La santé est prioritaire.
5. Les Balkany, Sarkozy pas inquiétés ; les GJ en comparution immédiate comme les pauvres qui volent de la nourriture.

Et le 6<sup>e</sup> point -> Aller chercher l'argent vers les + riches et penser aux classes moyennes qui sont toujours les + sollicitées.

Le RIC aussi.

[Prénom Nom]  
à la Rochelle le 11/01/2019  
[Signature]

---

***C060. Manuscrit, 12 lignes, 90 mots (femme)***

Les inégalités sociales sont ma principale revendication, notamment pour les retraités de classe moyenne, "petite", qui sont donc assujettis à toutes les charges sans pouvoir prétendre à aucune aide.

Petite fonctionnaire catégorie C de la fonction publique (ministère de la Défense), j'ai vu ma retraite impactée par l'augmentation de la CSG d'un montant annuel de 500 €.

Ma taxe d'habitation a diminué en 2017 de 239€.

Je demande donc que le plafond de retraite (2000 € d'après les "infos") soit augmenté.

Demande la plus importante : l'ISF doit être rétabli.

[Prénom NOM]  
[Signature]  
12/01/2019

---

***C061. Manuscrit (2 pages), 62 lignes, 456 mots (homme)***

12/01/19 [Initiales] Retraité du privé/industrie – 73 ans

- \* Supprimer toute forme d'assistance/gratuité => minimum de participation "citoyenne" SAUF pour ceux qui n'ont rien, ceux qui sont dans la rue, ceux qu'on voit tous les jours et que, blasés, on ignore de plus en plus.
- \* Supprimer aussi la taxe d'habitation sur une résidence secondaire ; on n'est pas riche avec une ferme ancienne à la campagne...
- \* Ne pas reporter sur la taxe foncière l'arrêt de la taxe d'habitation : M. le Président, ne vous défaussez pas du style : "c'est pas bibi", ce sont les collectivités locales"....

- \* Éclaircir/moratoire sur la "limitation des fonds garantis... : M. le Président, sans à nouveau vous défausser : "c'est pas bibi", ce sont MM. Hollande/Sapin et Bruxelles...
- \* Ma retraite a augmenté en 108 mois (01/2010 à 12/2019) de 3,46 %... merci pour le miracle mais soyons sérieux -> réindexer les retraites, de base et complémentaires. M. le Président, à nouveau sans défausse : "c'est pas bibi", ce sont les organismes paritaires...
- \* Transition écologique : minimum. On n'a pas les moyens : tonneau des Danaïdes.
- \* Immigration : minimum. Idem.
- \* Obligation de vote : impossible.
- \* Votes blancs : surtout pas, risque d'élections continues à... 26 % par exemple.
- \* Cahiers permanents de doléances dans les mairies, après le Grand débat donc.
- \* Référendums : ou mais pas "d'initiative citoyenne". À remplacer par exemple par un "référendum citoyen" annuel (tous les seconds dimanches de juin par exemple), avec N questions (1 à 6 ?), les sujets ayant été remontés et priorisés par les MAIRES.

Tous les 3 ans, les questions pourraient être complétées par des avis citoyens sur les élus : commune / communauté de c. / conseil général / région / [Sénat] / Parlement / présidence. Barème simple :

- 0 nul
- 1 peut mieux faire
- 2 ça peut passer.

Aucune obligation électorale mais cela permettrait peut-être de booster des élus... avant la prochaine échéance (idée de +/- mi-mandat).

- \* Recentrer les associations de toutes formes sur leur raison d'être : elles ne sont pas des leaders de manifestations et de prosélytisme outrancier... Asso internationales / nationales / autres.
- \* Recentrer les médias : on se demande parfois où est la fake news : réseaux sociaux ou chaîne d'État.
- \* Arrêter les pubs sur le médical (mon horizon n'est pas uniquement d'être malade, en attente d'EHPAD. Dans le même esprit, j'ai honte quand je vois de la publicité pour un conseil régional ou général sur un autobus ou un train : où va-t-on ?
- \* Enfin, pour terminer : Europe = minimum, pas d'idée grandiose, pas d'armée européenne, pas d'impôt européen = "profil bas".  
Et M. le Président, arrêtez de dire "J'assume !" avec l'argent des autres, SVP.

---

**C062. Manuscrit, 21 lignes, 174 mots (homme)**

14.01.19

Ma principale revendication concerne le logement. Étant fonctionnaire en retraite ancien professeur d'enseignement artistique à La Rochelle, je trouve très difficile d'envisager l'achat d'un logement principal à La Rochelle, à un prix raisonnable. Je suis actuellement locataire, mon revenu annuel se situe un peu en dessous de 40 000 euros. Je suis donc, avec mon épouse, dans la catégorie des "nini". À mon sens, il y a trop de spéculation immobilière, ce qui rend difficile voire impossible l'accès à un logement décent, qui fait partie des besoins vitaux.

Par ailleurs le parc locatif est nettement insuffisant, en particulier au centre-ville. Nous ne pouvons pas, pour diverses raisons, nous éloigner trop de ce secteur. Je suis pour une certaine mixité sociale, acceptée et non subie. Je suis contre la formation de ghettos (qu'ils soient riches ou pauvres).

La commercialisation, la financiarisation croissante de notre société actuelle ne peut que creuser l'écart entre riches et pauvres. Je ne peux pas croire qu'un pays comme la France – mon pays d'adoption – ne trouve aucune solution à ces problèmes.

Fait à La Rochelle, le 14 janvier 2019

[Signature]

([Prénom Nom])

---

**C063. Manuscrit, 8 lignes, 55 mots**

La suppression des 1,80 % de CSG.

L'indexation totale des pensions sur l'indice du coût de la vie.

Le rattrapage de 3 % compte tenu des pertes passées.

La garantie sur le maintien dans les règles actuelles des pensions de réversion.

Le rétablissement de la part de 0,5 point pour les veuves et les veufs.

[Signature]

---

**C064. Manuscrit, 16 lignes, 135 mots**

La Rochelle, 14/01/2019

- . Réindexer les retraites par rapport au coût de la vie et prévoir son rattrapage.
- . Donner plus de pouvoir aux maires et instaurer plus de concertation avec les parlementaires.
- . Diminuer les charges des artisans pour relancer l'artisanat.
- . Faire appliquer les lois.
- . Valoriser et redonner du pouvoir d'achat aux agriculteurs en supprimant les intermédiaires.
- . Taxer de façon plus importante les produits venant de Chine.
- . Réduire le nombre de parlementaires, leurs privilèges et leur demander de vivre avec le SMIC pendant 6 mois.
- . Supprimer les limitations de vitesse à 80 km.
- . Vider les prisons au profit de travaux d'intérêts généraux.
- . Réduire l'immigration, lutter contre la clandestine, dénoncer l'accord de Marrakech.
- . Limiter les subventions des immigrés afin qu'elles ne soient pas supérieures à la retraite des travailleurs français.

La Rochelle

[Signature barrée] le 14/01/2019

---

**C065. Manuscrit, 25 lignes, 183 mots**

14/01/2019

- STOP aux cumuls de mandat et aux privilèges accordés pendant et APRÈS.
- Révision des salaires et primes octroyés.
- Rétablissement de l'ISF.

- Revoir les tranches et les taux d'imposition sur le revenu.  
Exemple : dans la tranche des imposés à 30 %, salaire mensuel allant de 2257 € à 6051 € pour un célibataire, peut-on comparer le train de vie de ces 2 citoyens ?  
Celui qui gagne 27 000 € annuels ne fait pas partie de LA MOYENNE AISÉE mais de la CLASSE MOYENNE BASSE (moins de 2 SMIC !). Il devrait bénéficier de la baisse et de la suppression de la taxe d'habitation.
- Augmentation du point d'indice gelé actuellement.
- Annulation de la CSG pour les retraités.
- Revoir l'abattement successoral qui est en France de 100 000 € alors qu'il est de 400 000 € en Allemagne et 1 000 000 € en Italie. Beaucoup de pays dans le monde ont complètement supprimé les droits de succession (Canada, Australie...).
- Vote à la proportionnelle.
- Prise en compte du vote blanc.
- Égalité des salaires hommes-femmes.

[Signature]

[P. NOM]

---

**C066. Dactylographié collé (copie d'un texte), 38 lignes, 629 mots**

« Ah ! Monsieur mon Président, oserais-je ?

Voilà 9 semaines que les Gilets jaunes sont dans la rue, te criant leur misère. Oui, ils sont en colère parce que tu es convaincu – l'idée n'est pas nouvelle – que c'était bien de prendre dans la poche des plus pauvres, des sans-dents, pour renflouer les caisses de l'État et pour gonfler le pactole des actionnaires, caisses de l'État pillées par qui ? TU les as plongés dans la misère et, pour toute réponse, tu leur fais donner du « chat à neuf queues ». Cet instrument de torture va très bien à notre époque : la France se délite et régresse, bientôt le retour au Moyen-Âge... La répression pour punir des ignares qui ne comprennent rien à ta politique, enfin, celle de Bruxelles et autant dire, celle de l'Allemagne. Tu leur as dit, dans un discours de Nouvel An pathétique, que tu les avais compris, que tu allais t'occuper d'eux. Ah ! Bien, ils ont vu. Une flopée de policiers, un attirail de mort de plus en plus sophistiqué, tout l'appareil répressif mis en œuvre contre des citoyens pauvres et malheureux... des milliers d'arrestations et des estropiés en pagaille. Et dire que beaucoup ont dû voter pour toi ! L'as-tu oublié ? Alors, mon Président, je te conseille de te méfier de tes amis. Encore une fois, rappelle-toi de Machiavel. Tu l'as lu, bien évidemment, mais tu n'as rien compris, comme tu n'as rien retiré de la lecture de « L'Homme inutile » alors que tu étais encore ministre de l'Économie. C'est l'auteur qui le précise en note 4 de son chapitre 5 « Préconisations » : « E. Macron recommande *L'Homme inutile* de Pierre-Noël Giraud, dans sa liste de cinq livres de chevet pour l'été (...). Voilà comment il explique ce choix : « On ne sort pas indemne de *L'Homme inutile*, c'est une manière d'interroger crûment certaines de nos réalités ». Crûment, c'est le moins qu'on puisse dire ! Je relève ceci : « *Quoiqu'il en soit, une menace plane sur tous les inutiles, qu'ils soient heureux de l'être ou pas : d'"inutiles" à "en trop", il n'y a qu'un pas sémantique que certains utiles, voire beaucoup, finissent par franchir, en proposant de s'en débarrasser « physiquement ».* Un solliciteur d'une charge rémunérée que Richelieu lui avait refusée risqua en guise d'argument ultime : « *Mais enfin, Monseigneur, il faut bien que je vive !* ». Il lui fut, dit-on, répondu : « *Je n'en vois pas la nécessité.* » C'était un « homme inutile ». Le phénomène est en effet loin, on l'a dit, d'être nouveau. » (Pages 22/23). Mais après tout, c'est peut-être cela et uniquement cela que tu as retenu de ce livre : il faut se débarrasser des pauvres, de tous les pauvres, de tous ces.... Gilets jaunes.

Oserais-je te rappeler, après bien d'autres, que ce n'est pas pour « ton » programme que tu as été élu, mais pour faire barrage au FN. Et cependant, tu es, aujourd'hui, président d'un pays qui s'appelle la France, avec, vivant sous le même toit, des citoyens français. Pas des Allemands, pas des Européens, pas des gens venus d'ailleurs et ce, d'où qu'ils viennent, simplement des Français. Et non,

il n'est plus temps de débattre, mon Président, tu te trompes, « car pour les Gilets jaunes, le temps n'est plus au débat, mais à l'action ».

Si tu restes, tu les écoutes, tu te défais de « tes chers amis » si proches de toi qu'ils t'étouffent et tu gouvernes enfin pour le bien commun et le bien-être de tous les Français. Si ce peuple ne te plaît pas, ou tu changes de peuple ou tu démissionnes. Et ce n'est pas une option. »

J.A. Gilet jaune, La Rochelle

[Ajout manuscrit] La Rochelle, [Signature] 14/11/2019

---

**C067. Manuscrit, 25 lignes, 164 mots**

La Rochelle, le 15/01/2019

Doléances en cours :

- Prise en compte du vote blanc.
- Vote obligatoire et amendé si pas de vote (ex. dans les pays qui pratiquent cette formule).
- Redécoupage des sièges à l'Assemblée nationale (proportionnelle).
- Prestations sociales devront être contrôlées très sévèrement + cesser de payer des allocations aux personnes décédées (surtout aux pays du Maghreb et Corse) + payer des allocations en priorité aux Français et même chose pour les propositions d'emploi ! (voir en Allemagne).
- Sortir des fonds de pensions américains et ne plus subir leur taux de pourcentage.
- Instaurer un *numerus clausus* pour les hauts fonctionnaires et plafonner leur salaire, ainsi que mettre en place une imposition au même taux que le reste des Français.
- Mettre en place le non-cumul des retraites des hauts fonctionnaires et garder une retraite unique qui pourrait correspondre à la meilleure par exemple.
- Lever les interdits sur les brevets scientifiques (nouvelles énergies, nouveaux moteurs), éthanol, moteur magnétique, voir au JAPON !

[Deux signatures]

---

**C068. Dactylographié, 23 lignes, 255 mots (homme)**

[NOM Prénom Adresse]

- Réduction des écarts entre les salaires : il y a trop de gros salaires (indécents) et trop de petits salaires qui ne permettent pas de vivre.
- Diminution des indemnités et salaires des députés, sénateurs, ministres, très hauts et hauts fonctionnaires, et répartir ces économies sur les maires et élus de petites communes.
- Revoir l'utilité de la création de grandes régions (quelles économies ont été réalisées).
- Mieux gérer les dépenses dans le social : vérification efficace des droits et pourquoi pas mettre des "devoirs" en face de certaines prestations.
- Favoriser la constitution de retraites complémentaires (avantages fiscaux réels).
- Créer une TVA plus élevée pour les produits de luxe.
- Taxer les carburants des avions et des cargos (cela rendrait les importations moins rentables d'où une relocalisation de l'industrie).

- Favoriser tous travaux permettant d'économiser l'énergie en négociant des tarifs avec des entreprises agréées (du style isolation des combles à 1 € ).
- Donner plus de pouvoir à la Cour des comptes : non plus seulement consultatif mais pourquoi pas des sanctions ?
- Dissocier les élections présidentielles et législatives (pas la même année) et pourquoi pas des élections de mi-mandat ?
- Rendre le vote obligatoire en facilitant le vote par procuration ou par correspondance, et tenir compte du vote blanc.
- Rééquilibrer l'Assemblée nationale (proportionnelle à un taux que les spécialistes devraient fixer) afin qu'il existe une possibilité d'opposition constructive.
- Rétablir les règles de vie en société : respect des autorités (enseignants, police...), des biens communautaires, des lois.

---

**C069. Manuscrit, 6 lignes, 33 mots**

[Prénom] 24 ans, Rochelais

- RIC.
- Diminution du nombre de députés et sénateurs et de leurs rémunérations.
- Élections législatives à la proportionnelle.
- Réduction du nombre de communes.
- Suppression des régions.

[Signature]

---

**C070. Manuscrit, 9 lignes, 53 mots**

Pourquoi stigmatiser les retraités en augmentant la CSG seulement pour eux ? Les retraites inférieures à 1500 euros par mois ne devraient même pas être imposées ! Cessez en effet de "taper" sans cesse sur les classes moyennes, stoppez l'immigration illégale, baissez l'ISF mais ne le supprimez pas complètement : c'est un symbole !

[Initiales]

Le 15-1-2019

---

**C071. Manuscrit, 16 lignes, 116 mots (femme)**

[Prénom N.] 59 ans LA ROCHELLE  
en activité libérale

- . Tranches plus progressives d'impôts.
- . Guichets uniques aides sociales et surtout fichier national Pôle Emploi - CAF qui éviterait de devoir refaire tous les dossiers dès lors qu'on est un travailleur "mobile".
- . Hausse des petits salaires.
- . Horaires services publics adaptés (samedi matin ?).

. Véritable prise en compte écologique des transports et du coût des logements (par ex. loyers de centre-ville trop chers ce qui oblige les jeunes travailleurs à vivre plus loin de leur lieu d'emploi et à utiliser leurs voitures).

. Remettre des habitants dans les villages mourants et y recréer des emplois de proximité.

. Santé : permettre aux infirmières d'être professionnel de 1<sup>er</sup> recours.

---

**C072. Manuscrit, 20 lignes, 129 mots (couple)**

Le 15 janvier 2019

La Rochelle  
M. et Mme [NOM]  
Retraités

Bonjour

M. le Président

Avant toute chose "Bonne Année" 2019.

Ensuite :

Suite à votre lettre, je vous prie de :

1<sup>er</sup> Suppression des 1,7 % de la CSG infligée aux retraités.

2<sup>e</sup> Indexation des retraites sur l'inflation.

3<sup>e</sup> Suppression du SÉNAT.

4<sup>e</sup> Diminution de moitié des députés avec de forts contrôles de la présence aux séances.

5<sup>e</sup> Mise en place du RIC.

6<sup>e</sup> Le président doit vivre en dehors de l'Élysée.

7<sup>e</sup> Réduire de façon drastique les services de l'Assemblée nationale (trop de gens inutiles payés grasement pour une action très peu productive).

8<sup>e</sup> Mise en place du vote blanc et sa prise en compte.

9<sup>e</sup> Remise en place de l'ISF.

10<sup>e</sup> Diminution de la TVA à 15 %.

11<sup>e</sup> LEVOTHYROX : scandale sanitaire pas encore réglé pourquoi !

---

**C073. Manuscrit, 6 lignes, 33 mots (femme)**

Le 15 janvier 2019 à La Rochelle

Mme [NOM]

Ma demande est de remettre la demi-part pour les veuves et les veufs.

Remise de l'ISF.

Diminution de la TVA sur les produits de 1<sup>ère</sup> nécessité.

+ le respect du peuple d'en bas !

[Signature]

---

**C074. Manuscrit, 6 lignes, 38 mots (homme)**

Le 15 janvier 2019

M.[Nom]

Monsieur le Président,

- La remise de la demi-part pour les veuves.
- Moins de migration.
- Remise de l'ISF.
- Diminution de la TVA.
- Retrait de la CSG pour les retraites en dessous de 1500 E.

[Signature]

---

**C075. Manuscrit, 44 lignes, 310 mots**

Le 15/01/2019

Fiscalité plus juste

- > Rétablir la tranche à 45 %.
- > Imposer à nouveau les revenus de capitaux mobiliers, dividendes, au barème progressif (ce qui permet aux personnes soumises à un taux supérieur à 30 % de payer l'impôt réellement dû).
- > Supprimer toutes les niches fiscales (investissement DOM-TOM, Pinel, etc. (car aujourd'hui, grâce à ces niches, des foyers déclarant + de 200 000 € de revenus se retrouvent à payer un impôt égal à celui dû par un foyer gagnant 40 000 €).
- > Supprimer les zones franches qui ne procurent pas de travail dans ces zones et ne favorisent pas la création d'entreprises. Dans la plupart des cas, cela n'a été que des transferts.
- > Rétablir l'ISF.
- > Mettre des moyens humains pour que le contrôle fiscal soit efficace.
- > Mettre le taux de TVA à 5,5 % pour les produits de première nécessité (eau, gaz...).
- > Supprimer la hausse de la CSG de 1,8 % sur les retraites. Estimez-vous qu'une pension de 2000 € fait que ce pensionné soit riche ?
- > Pensez-vous réellement que des salaires et pensions à partir de 2000 € fassent que ces personnes soient, soi-disant, les 20 % les plus riches ?
- > Pour plus de démocratie, faire en sorte que les citoyens soient écoutés et entendus. Il faut que les élections législatives soient faites avant les présidentielles.
- > Écouter les corps intermédiaires, syndicats, quels qu'ils soient, notamment la CGT. À force de dénigrer ces derniers, le gouvernement a favorisé l'émergence des Gilets jaunes.
- > Indexation des pensions sur l'inflation.
- > Supprimer les logements de fonction et avantages en nature des hauts fonctionnaires, élus...
- > Prise en compte du vote blanc.
- > Supprimer Sénat.
- > Supprimer voiture, garde du corps, bureau, aux anciens présidents, ministres.
- > Respecter les citoyens, c'est à dire ne pas les insulter, en prétextant qu'ils ne comprennent rien.

[Signature]

**C076. Dactylographié (découpé collé), 33 lignes, 340 mots**

**- Une sixième république serait souhaitable afin de mettre fin à la monarchie républicaine et promouvoir une véritable démocratie participative et ce, par voie référendaire. Le mouvement des Gilets jaunes exprime le rejet des élites et de leurs privilèges qui gouvernent depuis des décennies. Il exprime « le ras le bol » du « faites ce que je dis, pas ce que je fais ».**

Le président Macron est le fusible de quarante ans d'impéritie et de manque de respect des Français.

Le Français veut bien faire des efforts et être solidaire mais l'exemple doit venir d'abord « d'en haut ». La France a le record du nombre d'élus pourvus de multiples avantages. Le président vit dans un palais avec un conjoint qui n'a aucun rôle constitutionnel. Ce palais devrait être redonné au peuple en le transformant en musée.

Inspirons-nous du modèle scandinave ou allemand : Madame Angela Merkel a un bureau modeste à Berlin et vit chez elle. Son mari est absent du paysage politique.

La France est toujours une monarchie et les Français sont las de la gabegie du milieu politique, las du système politique actuel qui entretient un décalage entre le pays légal et le pays réel, las de la cécité et du manque de rigueur et de dignité des politiques qui semblent gérer leurs intérêts particuliers plus que l'intérêt général.

**Il faut instaurer de la vertu et insuffler des valeurs morales dans un monde capitaliste et matériel à bout de souffle. Le monde et la France sont à la croisée des chemins : la croissance, la productivité causeront à terme la fin de l'humanité et de la planète.**

**- Où passe le produit de nos impôts ?** Le pays le plus taxé au monde est confronté à un déficit abyssal. Il y a une mauvaise gestion des deniers publics par un trop plein d'organismes étatiques qui ne servent à rien comme le Conseil économique et social. La justice sociale et fiscale passe par la prise en considération des revenus et du patrimoine mobilier et immobilier de chacun.

[manuscrit] La Rochelle, le 15/01/2019

[Signature]

---

**C077. Manuscrit, 17 lignes, 81 mots**

Le 15 janvier 2018 [sic]

Oui, le sens de l'effort.

Les boulangers, les marins et beaucoup de petits métiers, ce serait bien de les remettre à l'honneur !

Plus de valeurs !

Plus de repères !

Tout pour rien !

Ce serait bien et saluaire

La violence pour tout échange. Les Gilets jaunes ne sont pas capables de se parler et d'échanger même entre eux !

Non, aucune vraie solution. Tout et rien.

Oui, des changements mais raisonnables.

Le peuple est un tout, pas eux seuls.

---

**C078. Manuscrit, 44 lignes, 225 mots**

Augmenter de 200 euros le SMIC, et les pensions de retraite à moins de 1000 euros par mois.  
Faire payer les grands groupes pour financer les services publics.  
Nationalisation des autoroutes, diminution des tarifs.  
Pas de suppression de service public en milieu rural.  
Retour d'ISF.  
Suppression des avantages des députés (chauffeur, salaire trop élevé, 2000 euros minimum).  
Vote à la proportionnelle.  
Mise en place du RIC.  
Prise en compte du vote blanc.  
Contrôle de présence des députés aux séances.  
Suppression du Sénat.  
Maintien du nombre de députés.  
Supprimer les logements de fonction.  
Assez de bla-bla sur la pédagogie, nous ne sommes pas des idiots.  
Ne pas augmenter l'âge de départ à la retraite, faire payer les + riches, au-delà de 2500 euros pour un couple.  
Taxer les entreprises (grosses).  
Diminution de la TVA sur les produits de première nécessité.  
Ne pas augmenter le gaz, l'électricité, tarifs bloqués en 2020 pendant 2 ans.  
Pas de petites phrases assassines de la part du président, respect du peuple (discours sur l'effort attendu venant du peuple dans le travail) ; pas de discours moralisateur.  
Supprimer le glyphosate avant 3 ans.  
Vote obligatoire.  
Diminution des centrales nucléaires.  
Suppression totale de l'impôt sur le revenu pour ceux qui sont au SMIC, ainsi que sur la taxe d'habitation.  
Réduire l'écart entre les riches et les pauvres.  
Lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale.

[Signature]

---

**C079. Manuscrit (deux pages, orthographe parfois phonétique), 32 lignes, 197 mots (homme)**

Bonne réception, Salut

Avec un petit dessin abstrait mais qui exprime l'état d'esprit, excuse pour les fautes d'orthographe, merci.

Je suis artiste, depuis 2012, faute de ne rien trouver, alors j'ai traversé des ponts, des routes et des routes à pied, de quoi inspirer « la France en marche » sûrement.

Mais toujours rien. Ça fait 20 ans que je suis en France, je suis retourné qu'une seule fois chez moi, j'ai perdu entre autres la plupart de mes proches, j'aime la France, pourquoi j'ai choisi de vivre depuis presque ma naissance, mes parents m'ont confié à mes grands-parents à Tunis, j'ai grandi avec l'amour et l'espoir !!!

Je suis victime d'un mal qui sévit malheureusement en France depuis très longtemps ! À l'occasion, cher ami Macron, je me permets car nous avons presque le même âge, je m'appelle [Nom Prénom], je suis né à Tunis le [XXXX 1979].

Faites de votre mieux et vous verrez le bien-fondé de vos œuvres enfin.

J'ai plein le cœur encore ici que les cadeaux pour vous dans un futur proche, j'espère je suis aussi [ ?...] sauvegarde de patrimoine. Depuis que je suis en France.

Vive Vive Vive la France!

---

***C080. Manuscrit, 29 lignes, 195 mots (homme)***

[PRÉNOM] 63 ans

Jeune retraité si l'on peut dire, j'estime qu'après avoir travaillé toute une vie et cotisé, je pense que les efforts ont assez duré et que les retraités devraient pourquoi vivre correctement et ne pas avoir à chercher des petits boulots pour manger et payer son loyer. Il faut aussi stopper l'immigration de masse qui coûte énormément d'argent à la France (sociales et autres) et redistribuer cet argent aux Français dans le besoin.

Il serait bien aussi de faire des journées gratuites dans les transports en commun (au moins 1 fois par mois) pour permettre aux gens les plus démunis de faire leurs courses autre part que juste à côté de chez eux et ainsi limiter les déplacements des véhicules.

Stop aussi aux augmentations du gaz et de l'électricité et aux frais médicaux trop chers car beaucoup ne se soignent plus correctement.

Une petite phrase qui m'a bien fait rire : « Changer de trottoir pour trouver du boulot ». Je peux vous dire qu'à la fermeture de ma société, j'en ai distribué des CV et ça n'a pas été facile, et j'en ai trouvé mais pas grâce au Pôle emploi.

(excusez mon écriture)

---

***C081. Dactylographié (deux pages), 55 lignes, 704 mots (femme)***

Bonjour,

Je suis professeur des écoles et je travaille sur l'île de Ré. J'ai 28 ans. Je ressens un malaise grandissant dans notre profession.

Entre :

- le gel du point d'indice sur notre salaire,
- les fermetures de classes,
- le nombre croissant des effectifs,
- les interdictions de redoublements durant de nombreuses années qui entraînent aujourd'hui des élèves à ne pas savoir lire, écrire ou compter en CM2,
- les violences et les incivilités en progression de la part des enfants ou des parents,
- des changements de programmes réguliers selon les gouvernements qui ne vont pas dans les mêmes directions .

... notre profession est mise à rude épreuve. Si je ne faisais pas ce métier par vocation, alors je n'aurais pas tenu ces cinq années de carrière.

J'ai un sentiment d'écœurement profond quand je constate qu'après un Bac +5 et un concours de catégorie A, j'ai de plus en plus de mal à m'en sortir financièrement.

Je suis célibataire et sans enfants. Je ne perçois aucune aide financière depuis que j'ai commencé à travailler. On me dit toujours que le dernier palier d'aide se situe juste avant le salaire d'un enseignant débutant. Mon salaire n'a cessé de diminuer, notamment avec l'augmentation de la CSG et nous n'avons jamais eu la compensation annoncée qui devait permettre de l'équilibrer. Avec le prélèvement à la source, mon salaire va avoisiner les 1600 €. Au bout de cinq années de carrière. Comment fait-on pour se loger lorsque l'on ne touche aucune aide, que les loyers sont si chers et que l'on nous taxe sur tout ? Tout est en hausse mais pas mon salaire. L'eau, le chauffage, les assurances, Internet, le loyer, la MGEN, la télévision, Internet, les frais de voiture... Tout cela devient terriblement cher. Je vivais seule en appartement. J'en viens à chercher une colocation pour respirer financièrement tant la situation est devenue impossible. Pourtant je ne suis pas dépensière. Malheureusement chaque année, je vois ma situation financière se détériorer. Bien loin de ce que l'on pourrait attendre d'un niveau d'étude Bac + 5...

Travailler plus pour gagner plus ? On nous parle des heures sup défiscalisées. Oui mais pas dans le premier degré. Toutes les heures supplémentaires que nous faisons en plus ne sont pas payées. On nous parle de primes de REP+. Je n'y ai pas droit. Qu'advient-il de tous ces autres enseignants ? Parce qu'ils ne sont pas en zone prioritaires, ils ne peuvent gagner plus ? Cela veut-il dire qu'il faut délaisser les campagnes, les villages et les petites villes ? Cela n'a pas de sens. L'éducation est partout.

Je me sens ainsi délaissée par l'État qui pourtant nous donne une mission ô combien importante d'apprentissage, d'éducation, de transmission de valeurs permettant de maintenir une certaine cohésion dans notre Nation. Néanmoins, j'ai la sensation que l'on nous méprise, que l'on ne nous considère plus. J'entends fréquemment que nous sommes des fainéants, que nous avons des vacances payées et qu'il faut les réduire, que nous ne travaillons que jusqu'à 16h30. C'est si loin de notre réalité. Nous passons une partie de nos vacances à travailler pour préparer nos cours. Nous travaillons plus de 50 h par semaine si l'on compte tout le travail hors classe (préparation, correction des cahiers, réunions multiples...). Alors non, je ne me considère pas comme une fainéante. Quand suis malade, je n'ose même plus m'arrêter pour ne pas perdre mon jour de carence et perdre encore de l'argent

Si seulement nous pouvions avoir un peu plus de reconnaissance de la part de notre ministère. Cependant, cette reconnaissance passe nécessairement par le fait d'être payé au juste niveau de nos études. Elle ne peut être crédible lorsque l'on décide de geler une fois encore le point d'indice, censé évoluer en fonction de l'inflation. Pourtant, cette revalorisation avait été votée par l'ancien gouvernement. Une reconnaissance également du statut d'enseignant vis-à-vis des parents qui nous respectent malheureusement de moins en moins. Une reconnaissance pour le dévouement et l'énergie que nous avons chaque jour au sein de nos classes, à enseigner, éduquer, transmettre des valeurs, pourtant mises à mal. Parce que c'est notre priorité. Une priorité et une vocation certes, mais impossibles sans considération et vie décente parallèlement.

[Prénom], professeur des écoles, 28 ans

---

**C082. Manuscrit, 11 lignes, 57 mots**

LR, 16/1/19

Bonjour,

DOLÉANCES

Abrogation de la loi sur le "DROIT du LOI".

EXPULSION IMMÉDIATE des ÉTRANGERS CONDAMNÉS PAR LA JUSTICE.

INTENSIFICATION des CONTRÔLES POUR LES RÉSIDENTS étrangers et bénéficiaires de la retraite française.

DIMINUTION DES PARLEMENTAIRES (DÉPUTÉS/ SÉNATEURS) d'au MOINS un TIERS.

Suppression de l'AME pour les IMMIGRÉS SANS PAPIERS ou ILLÉGAUX.

DIMINUTION DU PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.

---

**C083. Manuscrit, 18 lignes, 119 mots**

Bonjour,

J'ai surtout des propositions dans le domaine de l'environnement :

- Budget d'au moins 10 % des travaux de voirie pour les aménagements cyclables et à chaque réaménagement de voirie, création obligatoire d'un site propre par les cyclistes.
- Préservation des haies existantes à titre obligatoire et incitation à leur replantation par des primes.
- Utilisation exclusive de la fiscalité environnementale pour la préservation de l'environnement et publication des résultats.
- Incitation des banques à proposer en priorité à leurs clients des placements dans l'économie verte.
- Obligation à tous les demandeurs de permis de construire de hangars agricoles ou industriels de poser en toiture des capteurs solaires.
- Mise en place d'une taxe carbone sur les produits agricoles pour favoriser l'agriculture de proximité.

[P. Nom]

---

**C084. Manuscrit, 13 lignes, 76 mots**

Bonjour,

Des propositions :

- Ne pas renoncer aux taxes écologiques mais rendre publique leur utilisation.
- Attribution d'aides plus conséquentes aux agriculteurs bio, afin que les prix à la conso baissent.
- Pouvoir circuler à vélo dans les villes et leurs agglomérations sur des pistes cyclables sécurisées et non en bordure de chaussées réservées à la circulation automobile.
- Élargir le nombre de contributeurs à l'impôt pour une imposition plus large certes mais plus équitable.

---

**C085. Manuscrit, 4 lignes, 18 mots**

Remettre l'ISF.

Augmentation du pouvoir d'achat.

" des petites retraites de moins de 1000 E par mois.

RIC.

---

**C086. Manuscrit, 20 lignes, 150 mots**

- Remettre ISF pour l'égalité fiscale !!!!
  - Une seule CICE pour les petites PME, pas pour les multinationales !!!
  - Baisser la cotisation patronale pour les petites PME.
  - Une seule retraite égale pour tout le monde (car privé 75 %, normal retrait 50 % pourquoi ?) (justice où ?).
  - Une seule retraite, même pour les élus.
  - Baisser le salaire des députés, élus, ministres. On pourrait gagner plusieurs millions € pour le SMIC.
  - Augmentation de pouvoir d'achat, baisser la TVA sur alimentation.
  - Augmenter les minimums retraites. Les gens ont cotisé toute leur vie, pour vivre dans la misère.
  - Il y a plus de personnes âgées qui cherchent la nourriture dans la poubelle !!! HONTEUX.
  - Augmenter le SMIC horaire !!! Il faut vivre !!!
  - Les anciens ministres ne doivent pas avoir tous ces avantages (logement gratuit, chauffeur, voiture, employés, téléphone gratuit. Pas normal.
- 

**C087. Manuscrit, 24 lignes, 159 mots**

Fiscalité : équité ! Tranche d'impôts supplémentaire pour hauts et très hauts revenus.

- CSG : à revoir. Allocations familiales : les redéfinir par rapport aux revenus.
- Taxe sur les GAFA.
- Taxe d'habitation : à revoir -> quelles ressources pour les communes ?
- Transparence pour les salaires des patrons CAC 40.

Institutions : redonner pouvoir de décision aux maires, tous corps intermédiaires (ex : les 80 km/h selon le territoire...).

- Introduire une dose de proportionnelle.
- Prise en compte du vote blanc.
- Cumul des mandats : contrôle strict (commission indépendante ?). Les "hauts fonctionnaires" ne sont pas propriétaires de leur charge -> "ventiler".
- Transparence des revenus pour les élus -> revoir le calcul de leur retraite... (cf fiscalité).

Justice : adapter les lois à la société d'aujourd'hui. Selon la peine encourue : exécution dans des délais rapides. Inconcevables les procès qui s'éternisent sur 15, 20, 25 ans... Qu'en est-il des peines de substitution ?

---

**C088. Dactylographié (découpé collé), 24 lignes, 228 mots**

1) Proposition de reconnaissance du vote blanc.

Objectifs :

- permettre aux électeurs ne se reconnaissant pas dans les candidats présentés de voter en étant comptabilisés,
- limiter les votes contre allant inévitablement vers les extrêmes.

Le vote blanc doit être distingué du vote nul, il doit pouvoir être reconnu valide. Il doit invalider une élection, s'il obtient la majorité absolue.

2) Proposition d'indexer les salaires des grands patrons sur les plus bas salaires au-dessus du SMIC, pratiqués dans l'entreprise.

Objectifs :

- revaloriser le travail et les bas salaires,
- avoir une meilleure répartition des richesses à la source,
- retrouver une cohésion sociale,
- ne plus avoir de taux horaires qui dépassent tout entendement,
- obtenir une diminution des évasions fiscales.

Dans certaines entreprises, des grands patrons s'octroient des salaires indécents que l'on pourrait qualifier de vols légaux ou organisés. Le principe proposé serait le suivant :

Les salaires des dirigeants seraient composés de la façon suivante :

(taux horaire du plus bas salaire de l'entreprise, hors SMIC) X (coefficient maximum invariable en fonction du poste occupé, voté en CA avec représentants du personnel) X nombre d'heures par an = salaire annuel maximum suivant le poste.

Exemple : 13 € x 25 x 1820 h/an = 591 500 €.

Pour augmenter le salaire du dirigeant, il faudra augmenter le taux horaire du plus bas salaire, et donc tous les salaires de l'entreprise !

[P. NOM, Signature]

---

**C089. Manuscrit, 24 lignes, 175 mots**

- 1) Passage à 14 tranches d'impôt sur le revenu pour étaler l'effort.
- 2) Établir la liste réelle des paradis fiscaux, y compris ceux présents en UE.
- 3) Pourchasser les fraudeurs du fisc.
- 4) Obliger les entreprises faisant des profits en France à payer leurs impôts en France (MacDo, Google, etc.).
- 5) Établir le référendum et initiative populaire déclenché par 1 million d'inscrits sur les listes électorales.
- 6) Rendre le vote obligatoire.
- 7) Prendre en compte le vote blanc.
- 8) Augmente le SMIC horaire.

- 9) Interdire les rémunérations abusives. Ex : limiter de 1 à 10 les écarts de salaires dans les entreprises.
- 10) Éradiquer la pauvreté pour de bon !! Il est insupportable de voir des gens couchés par terre dans un pays si RICHE !
- 11) Nationaliser les autoroutes, Vinci et les autres ne sont assez gavés : ça suffit.
- 12) Rétablir l'ISF.
- 13) Abroger les lois travail.
- 14) Lancer un grand plan de transition pour l'agriculture biologique. Elle doit devenir la norme.
- 15) Convoquer une Assemblée constituante et passer à la VI<sup>e</sup> République.

[P. NOM, Signature]

---

**C090. Manuscrit, 25 lignes, 186 mots**

Avant toute proposition, il est important de remettre au centre l'humain.

Les entreprises doivent être au service de l'humain et non le contraire.

En ce sens, tout doit partir de la réflexion : "Qu'est-ce qui est bon pour l'humain ou comment améliorer sa condition".

Donc en propositions, en vrac :

-> Plus de justice fiscale : impôts en fonction de ses revenus :

- plus de tranches d'impôts et impôts plus forts pour les plus hauts revenus.
- confiscation des revenus à partir d'un certain seuil (150 000 €/an ?) tant que la pauvreté existe et que des gens auront des difficultés à subvenir à leurs besoins.

-> Amélioration prise en charge de tout ce qui est médical, 100% appareils auditifs, lunettes, etc. bref médical, mais au vrai prix d'achat (1 appareil auditif coûte 2000 € et non 300 € comme le considère la Sécu).

-> Impôt universel.

-> Simplification administrative pour entreprise.

-> Encadrement des loyers.

-> Réduire ou stopper Airbnb tant que le problème du logement n'est pas réglé.

-> Pas de résidence secondaire tant que la ville/village a des problèmes de logement.

Etc.

---

**C091. Manuscrit, 2 mots**

Macron démission.

---

**C092. Manuscrit, 16 lignes, 80 mots (femme)**

I-Merci pour la mise en place des classes de CP dédoublées pour les élèves en difficulté. Je ne suis en aucun point touchée individuellement par ce problème (enfants adultes) mais cette initiative semble tellement cohérente.

II- JUSTICE SOCIALE

Mais enfin, quand reconnaîtra-t-on la compétence, l'intelligence des femmes, leur ÉGALITÉ, à diplôme égal, avec les hommes ???

On en parle à chaque élection présidentielle, on nous promet de remédier à cette **INCOHÉRENCE**, allez-vous **ENFIN** nous accorder cette considération tellement légitime !

[Prénom NOM] sage-femme

---

**C093. Dactylographié, 30 lignes, 397 mots**

DOLÉANCES

- **Droits de succession (ascendants, descendants directs)** : abattement en France de 100 000 €, en Allemagne de 400 000 €, en Italie de 1 000 000 €. Nous sommes les plus taxés en Europe ! Il est question, une fois de plus, de réduire cet abattement. Il faudrait au minimum s'aligner sur ces abattements européens et les étendre à ceux qui n'ont aucun lien de parenté. Dans plusieurs pays les droits de succession ont été supprimés (Canada, Australie, etc.). On doit pouvoir donner ses biens gagnés au fil des années à qui l'on veut sans être taxé.

- **Remettre l'impôt sur la fortune.**

- **Revoir les tranches de l'impôt sur le revenu.** Un citoyen gagnant 27 000 € (moins de 2 SMIC) ne fait pas partie de la **classe moyenne aisée**, mais de la **classe moyenne basse** qui ne bénéficie pas, par exemple, de la suppression de la taxe d'habitation. **Un parlementaire gagne en moyenne et mensuellement 10 SMIC !**

- Illogisme entre chômage et **suppression du crédit d'impôt** pour isoler sa maison (fenêtres, volets, portes, grenier...). Les propriétaires annulent souvent ces aménagements et ne font donc plus appel aux artisans. **Décision qui n'aide pas à la transition écologique !**

- Nous devons nous poser des questions **sur le flux des migrants**. Peu de femmes, beaucoup de jeunes hommes, beaucoup de musulmans. Une façon pour les islamistes d'infiltrer l'Europe tranquillement mais sûrement.

- Immigration contrôlée en fonction de nos besoins comme, par exemple, au Canada.

- Enseigner dans nos écoles (au CM2 et au collège) **l'histoire des religions** et **garantir bien entendu notre laïcité**.

- Toute personne ayant la double nationalité et qui est fichée S doit être déchue de sa nationalité française dès sa première comparution en justice.

- Mettre en place le **référendum d'initiative citoyenne** (comme en Suisse) pour les questions relatives à la santé, l'éducation, les transports, l'écologie, l'immigration, la citoyenneté...

- On parle peu de nos agriculteurs qui ont des salaires de misère, ne prennent presque jamais de vacances et qui ont un taux de suicide parmi les plus élevés.

- **Ne plus agrandir l'Europe.** Trop de disparités entre les différents pays et une compétition déloyale entre états soi-disant européens. L'Europe devait nous tirer vers le haut. Pour nous, Français, elle nous tire vers le bas.

Contre l'entrée de la Turquie dite « laïque », composée de plusieurs millions de musulmans.

La Rochelle, le 17 janvier 2019

**C094. Dactylographié (deux pages), 95 lignes, 1083 mots**

[manuscrit] Bonjour, voici quelques sujets mûrement réfléchis :

**SALAIRES RETRAITES IMPÔTS**

- Égalité des salaires hommes - femmes et accession aux postes de responsabilité pour les femmes (pourcentage encore faible en ce 21<sup>ème</sup> siècle).
- Abandon du gel des salaires et du gel des retraites des fonctionnaires.
- Mais plafonnement des salaires des hauts fonctionnaires et renégociation de nouvelles grilles de salaires plus bas pour les nouveaux embauchés.
- Idem pour les fonctionnaires aux salaires astronomiques (ex : agents de l'Assemblée nationale et de Bercy).
- Limitation des salaires des grands patrons avec totale transparence fiscale (Norvège) directement consultable sur Internet. Les 45 % de hausse de leur salaire en quelques années est inadmissible.

**FISCALITÉ**

Étant donné qu'un impôt de référence à 27 000 € pour un célibataire correspond à une classe **moyenne basse** et non pas aisée comme les élus semblent le croire :

- Pas de hausse de la CSG pour les retraités dont l'impôt de référence est inférieur à 35 000 € pour un célibataire etc. pour un couple...
- Pas de taxe d'habitation pour ceux dont l'impôt de référence est inférieur à 35 000 € pour un célibataire etc.

Ne serait-il pas mieux de baisser la taxe d'habitation pour tous, baisse qui varierait de 20 à 30 % au lieu de l'annuler ?

- Augmentation du nombre de tranches d'impôt (10 tranches ?) dans le but de baisser l'impôt sur les revenus inférieurs à 35000 € et d'augmenter légèrement selon les tranches jusqu'à 50 % pour les plus fortunés.
- Suppression des droits de succession (Canada et autres pays) ou exonération jusqu'à 400 000 € pour les descendants directs et les ascendants (Allemagne) et rehausser l'exonération pour les autres.
- Baisse du taux d'imposition marginal des droits de succession (30 % en Allemagne, 15 % au Danemark, 7 % en Italie).
- Maintien sans condition de revenus de la pension de réversion à 50 % et extension aux couples pacés.
- Patron d'entreprise française = citoyen imposable en France.
- Société sur le marché français = société imposable en France sur toutes ses transactions sur notre territoire.
- Retour de l'ISF car 3 milliards c'est environ 1/3 des 10 milliards donnés récemment aux entreprises en allègement de charges.
- Seules les entreprises dont les employés ont des bas salaires doivent bénéficier de l'allègement des charges sociales.
- Les hommes politiques et les patrons des grandes entreprises (salaires exorbitants, actions...) doivent absolument participer davantage à l'effort collectif en prenant conscience qu'il y a beaucoup trop d'injustices, de misère, et qu'en plus la classe moyenne n'en peut plus car elle s'appauvrit d'année en année. Tandis que les classes supérieures s'enrichissent.

**ORGANISATION DE L'ÉTAT ET MORALISATION**

- Réduction forte du nombre de sénateurs et de députés.
- Non-cumul des mandats et limitation à deux mandats consécutifs sauf pour les maires.
- Mettre fin aux passe-droits, à la corruption, au favoritisme en politique. Combien d'entre eux profitent de leur pouvoir pour s'octroyer des privilèges et se placent sans complexe au dessus des

lois ? Guéant, Fillon, Abdalla [sic] et tous ceux qui passent à travers les mailles du filet parce qu'il y a collusion.

- Transparence totale des salaires, indemnités, avantages en nature, et dépenses de tous les élus politiques, consultables directement par tout citoyen sur Internet. Mesure pédagogique qui permet de responsabiliser et d'informer chacun.

- Obligation pour tout député ou sénateur de siéger à toutes les assemblées requérant un vote car il est très choquant de voir tant de sièges vides lors de certains débats. Les élus n'ont pas à choisir les sujets qui leur plaisent ou pas, ils ont la responsabilité de représenter les citoyens en tout temps. Le non-cumul des mandats devrait les y aider.

De plus, obligation de bienséance, de politesse et de respect lorsqu'ils débattent. Si leur comportement était exemplaire, si leurs interventions étaient plus constructives, le peuple français aurait davantage confiance en eux.

- En cas de non-réélection, mettre fin aux indemnités spéciales, à la perception à vie de 20 % du traitement, suppression des privilèges et avantages en nature de tous les anciens élus y compris les présidents de la République. Comme tout citoyen, ils feront valoir leur droit à la retraite le moment venu.

### **ORGANISATION DES SERVICES PUBLICS**

- L'enseignement et la santé ne peuvent pas être gérés comme des entreprises ; en cherchant la rentabilité, on perd en humanité. Les fonctionnaires enseignants, soignants, policiers, militaires, sont en prise directe avec les problèmes sociétaux, en contact direct et constant avec les gens. Rien à voir avec les fonctionnaires dans les bureaux.

Laisser les médecins gérer les hôpitaux, laisser les enseignants gérer les établissements scolaires.

- Recruter dans l'enseignement pour baisser tous les effectifs (pas seulement les classes à 12 élèves en REP) favorisera les apprentissages (les résultats de la Finlande prouve qu'elle a raison) : max 20 élèves de la maternelle jusqu'au CE2 puis max 25 élèves du CM1 à la 5<sup>ème</sup>.

- Redéployer les services publics en matière d'enseignement, de santé, de transport, en milieu rural.

### **DÉMOCRATIE**

- Combattre le communautarisme.

- Combattre le sexisme.

- Combattre l'homophobie.

- Prise en compte du vote blanc dans les résultats des élections.

- Organiser des référendums citoyens = démocratie directe (Suisse) pour des sujets concernant l'immigration, la citoyenneté, les choix écologiques, les transports et les aspects pratiques de la vie quotidienne, sans jamais revenir sur les lois qui protègent les minorités et les femmes (Pacs, PMA, IVG...).

### **IMMIGRATION**

- Quotas d'immigration comme au Canada.

- Mettre fin aux abus de droit du sol par la naissance en France, tels qu'ils existent en Guyane où des Brésiliennes viennent accoucher, à Mayotte où ce sont des Comoriennes, etc.

- Laisser les migrants bloqués à Calais, Ouistreham ... se rendre en Grande Bretagne puisque c'est leur vœu. Aux Anglais la responsabilité de les prendre en charge ou de leur payer un billet retour comme nous le faisons.

- Contrôle des migrants qui ont accepté le billet retour et refus d'entrée sur le territoire à nouveau.

Il faut bien dire qu'il y a assez de Françaises et Français confrontés à la pauvreté et à la misère (sans domicile ou dans des logements insalubres, personnes âgées, agriculteurs, femmes confrontées à la violence...) ayant besoin d'aide et d'attention, qui ne vivent plus dignement dans leur pays.

## ÉCOLOGIE

- Ce n'est pas juste un ministère de l'écologie qu'il nous faut mais des ministères tous concernés par la transition écologique et des ministres travaillant en collaboration, élaborant ensemble les projets.

[manuscrit] Merci de votre attention 17.01.2019 [Signature]

---

### ***C095. Manuscrit, 20 lignes, 111 mots (femme)***

Mme [Nom]  
Nouvelle Rochelaise

J'ai une 1<sup>ère</sup> question sur les impôts. Je suis retraitée, cadre dans l'industrie pharmaceutique. Je ne demande pas que l'on diminue mes impôts, simplement de la justice dans les impôts, entre ceux qui ne paient rien et à qui on donne beaucoup et les très riches qui dissimulent beaucoup.

Nous les cadres, nous payons tout plein pot, et ça c'est une injustice. Pourquoi ne pas faire comme aux USA : ceux qui sont à l'étranger paient la différence aux USA. C'est une méthode assez juste, il me semble.

2) Payer un peu plus les gens qui travaillent et les prendre en considération.

Surtout faire attention à la proportionnelle, dangereux.

---

### ***C096. Dactylographié (petits caractères), 64 lignes, 1065 mots (homme)***

[Encadré à gauche : photo de Colombo et :] "Y'a quelque chose qui m'échappe... Pourquoi les gens continuent à voter pour des politiciens menteurs, voleurs, corrompus, profiteurs, manipulateurs et traîtres, choisis par les élites parmi les élites, soumis à la finance, chargés de pérenniser un système destructeur mais lucratif en abrutissant et en asservissant le peuple ?".

Le 16-01-2019

**Bonjour, Doléances « rêveuses », d'un grand-père de 69 printemps, 2 petits-enfants, séparé, ayant élevé seul sa fille depuis le 14-07-1989 à l'été 2007, sans aucune aide ! Pour plus de justice sociale, donc du bien-être pour tous les citoyens(nes) dans le besoin, qui représentent la majorité de la population ! Un « rêve économique » sur le thème plus de pouvoir d'achat en ponctionnant les richesses françaises stockées dans les paradis fiscaux, les : fonds d'investissement, et les fonds du CAC 40 ! Considérant le détournement de l'économie réelle, pour une économie mondialisée sans limite et mortifère. \*\* Remboursements : Paiement des impôts sur le chiffre d'affaires réel impayés pour une part, depuis 55 ans environ, remboursement avec pénalités de 15 à 30 %. \* Paiement des prélèvements sociaux non payés sur la même période, de la part des multinationales ! \* Retour de l'ISF au taux des années 60/70 pour les 500 grosses fortunes, avec effet rétroactif. \* Montant de la valeur ajoutée, réinvestissement de 80 % voire 90 % (sur 15 ans) en France. Immigration : limitée, mieux contrôlée, expatriation des indésirables ! \*\* Pouvoir d'achat : \* Diminuer la TVA, pour les biens de consommation quasi vitaux de 20 % environ à 2 %, pas de TVA produits alimentaires de base ! \* Revoir complètement la grille des tranches imposables sur les revenus, dans le but d'augmenter le pouvoir d'achat de 82 % de la population (en désaccord avec les politiques menées), impôts sur les revenus – 60 % (les 32 % restants (sur les 82 % de mécontents)). \* Péages d'autoroutes – 50 %, gratuité pour trajets travail quotidien des particuliers, ainsi que les étudiants. \* Taxes sur les carburants – 60 % (énergies fossiles). \* Biens immobiliers : \* Taxe sur patrimoine immobilier résidence principale (1 mois de valeur locative annulée). \* Impôts locaux – 60 %. \* Taxe habitation/foncière - 60 % (valeur - de 500 000 €). Arrêt des ventes immobilières du patrimoine national, aides financières à taux réduits pour les restaurations, prises en**

charge en partie par l'État ! \* Tarifs de l'électricité et du gaz -60 %.\* Tarifs des frais bancaires – 60 %.\* Tarif des transports en commun terrestres et tarifs taxis – 60 %.\* Tarifs frais de succession (- 500 000 € - 60 %). \* Assurances habitat, - 60 %, mutuelles - 60 %.\* **Remboursements frais assurance maladie** : Dents, prothèses et soins, chambre individuelle, lunettes, prothèses auditives prises en charge à 80 %, voire 100 %. \* Assurance scolaire - 60 %. Bourses d'études élargies et augmentées (aides conséquentes aux logements étudiants). \* Tarifs inscriptions aux grandes écoles - 60 %.\* Tarifs garderie enfants, nourrices - 60 %. \* Tarifs des cantines scolaires - 60 %.\* Tarifs des consultations médicale - 60 %. \* Tarifs des médicaments - 70 %. \* Tarifs des EHPAD - 70 % \* **Salaires** : SMIC à **1 800 €**. \* **Retraités** : retraites pas inférieures à **1500 €**, pour une personne seule, **2800 €** pour un couple. **Remboursement et annulation : CSG, CRDS en totalité !!** \* **Loyers trop élevés pour bien des personnes**, - 70 % (pas de logements dangereux et insalubres). \* **Logements sociaux** : programme neufs nécessaires, pour loger correctement toute la population sans discrimination, avec loyers accessibles à tous. **Remettre la part supprimée pour les familles**, remboursement rétroactif. \* **Alimentation** : Banques alimentaires en quantité nécessaire (conformités aux droits de l'homme). \*\* **Environnement** : **L'énergie libre**, brevets de Nicola TESLA, volés par les « nazis », à récupérer par l'action coordonnée du Conseil européen. **Le but, construire des moteurs pour tous les véhicules terrestres, pour ne plus utiliser les énergies fossiles ! Ainsi pour les engins maritimes, aériens de transports, humains ou fret !! Et surtout, arrêter les centrales électriques nucléaires, et à charbon, en fabricant des grands générateurs à énergie libre, pour alimenter tous les besoins énergétiques de la planète bleue, l'énergie illimitée, propre existe, la technologie aussi !** Il existe aux « States » une centrale électrique à générateurs à **énergie libre**, qui fonctionnait très bien, et moteurs pour l'automobile avant la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, après le début de l'ère industrielle ! Peut-être maintenant sont-ils, dans un musée ? \*\* **Économie** : **Rétablissement** de la BANQUE de FRANCE, avec ses statuts français d'après guerre, et ses succursales en nombre suffisant. Dont **les fonds serviront pour les grandes réalisations sociales**. **Santé** : (hôpitaux, maisons de la santé). **Éducation nationale** : (Bâtiments aux normes, personnel suffisant : technique d'enseignement, d'encadrement, fournitures scolaires prises en charge, animations divers...). \* **Prisons** : Constructions/personnel, nécessaires pour éviter le surpeuplement, formations professionnelles et autres, suivis et traitement des problèmes de comportement (psy). \*\***Justice de proximité** : (tribunaux d'instance, de grande instance et des tribunaux de prud'hommes, avec personnel suffisant). **Services publics pas bien nantis à restructurer correctement** face aux besoins, dans les régions et de proximité ! \*\*\***Justice/verdicts** : « **Chacun est responsable devant les lois, égalité** » ! **Peine de mort** : Pour meurtres, pour actes de pédophilie, viols ! peines plus lourdes, pour attouchements sexuels, **empoisonnements par médicaments** (labos pharma, effets secondaires), par l'amiante (effets rétroactifs, **jugements erronés à revoir**), pesticides, fongicides, adjuvants alimentaires toxiques. Peines plus lourdes pour : **délits d'intérêts des affairistes invétérés : détournement des caisses de l'État**, personnes fortunées au même titre que personnes pauvres (mêmes peines pour toutes les catégories sociales, justice à une vitesse !). \*\* **Assemblée nationale, Sénat, Conseil d'État : Indépendants !!!** \* **Redynamiser le petit commerce de proximité** : ne plus construire de grandes surfaces commerciales ! Pour un monde meilleur, l'argent existe, il faut **aller le chercher là où il est caché**, qui est issu pour une grande partie, **du fruit du travail de nombreuses générations courageuses** ! **Nationaliser** : Eau potable réseau, EDF/GDF, SNCF, Poste, écoles privées, RATP, Air France, Alstom, cliniques privées, chantiers navals, Renault, EADS/Airbus, BNP, etc. \* **Gouvernement** : Députés, sénateurs, moins d'élus, moins de privilèges (économie de 40 % du budget salaires/avantages). Bien cordialement, **liste longue, mais nécessaire**, pour relancer notre économie, « **Liberté, Égalité, Fraternité** », **le pouvoir d'achat correct pour tous, nouvelle société plus égalitaire !**

[initiales]

**C097. Manuscrit, 12 lignes, 68 mots**

Le 10-01-2019

Enfin un débat des maires et du président, sans invectives, sans mépris, sans violence, sans injures. S'il faut discuter et débattre, autant suivre ce modèle.

Puisque les Gilets jaunes veulent être entendus, il faudrait peut-être qu'ils aillent aux débats car ils ne sont déjà pas d'accord entre eux !

Attention, à force d'être exigeants, les extrêmes seraient à l'affût et ce serait pour tous beaucoup + difficile !!

---

**C098. Manuscrit, 12 lignes, 110 mots (homme)**

Bonjour Monsieur le Président,

Je ne doute pas que la plupart des propositions porteront sur le sujet de la hausse des prix du carburants et des Gilets jaunes. En revanche, je souhaite aborder le sujet du terrorisme.

Je vous propose de stopper les bombardements en Orient, afin de limiter les attaques terroristes (qui ne sont en réalité pas des messages à ceux qui se moquent des djihadistes mais plus des revanches suite aux bombardements).

Les terroristes sont plus sensibles aux missiles qu'aux dessins de Charlie Hebdo.

Je vous propose donc de cesser les bombardements qui risquent de tuer des civils innocents et de se concentrer sur la menace intérieure.

Cordialement,

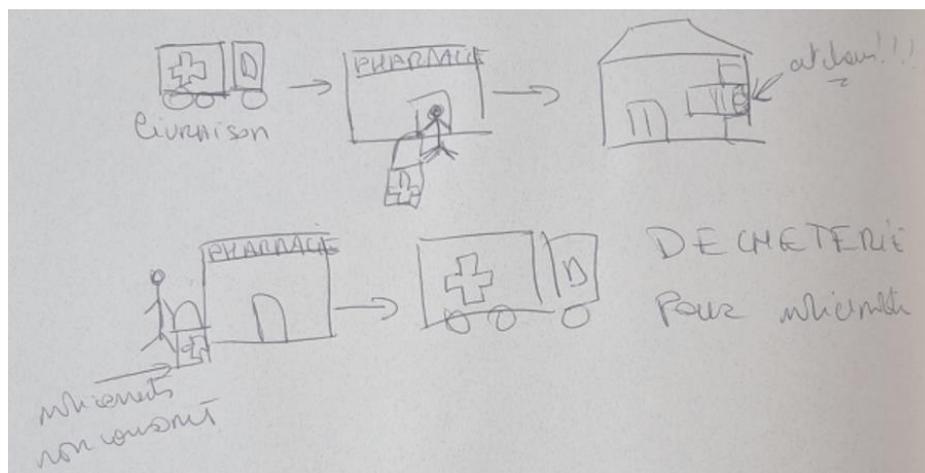
[Prénom Nom]

---

**C099. Manuscrit (deux pages), 36 lignes, 216 mots**

Bonjour,

École et économe -> médicaments à distribuer, vendre dans les pharmacies à l'unité. Selon l'ordonnance, cela existe.



Cela se fait dans beaucoup de pays européens.

-> Économies

Tous ces anciens présidents, Giscard, Chirac, Hollande, Sarkozy, etc. ont-ils besoin de bureaux, garde du corps et autres privilèges (payés par nous) ?

-> Économie

Sénat + OCDE = Assemblée -> *too much*. Assemblée -> et – de députés.

Avec le parlement européen, de nombreuses assemblées sont inutiles.

-> Retraite pour tous (ils sont tous vieux dans ces assemblées) et on ferait beaucoup d'économies pour nos enfants, petits-enfants.

-> Économie

De Gaulle payait tous ses frais à l'Élysée, sauf quand il s'agissait de dîners ou de réceptions officielles. À remettre en place. Et les réceptions officielles sont vraiment officielles. Les De Gaulle payaient également leur électricité, gaz, etc.

-> Plus de chauffeurs, ni de privilèges pour les transports pour les députés. Ils font comme nous, ils paient le bus, le métro, le train, le taxi, leur voiture.

-> Selon leur présence à l'Assemblée ou dans leur mairie, les députés n'ont que le salaire du lieu où ils bossent. Système de pointage à l'Assemblée peut-être, et confiscation des portables. Si je joue sur mon portable au boulot, je me fais gronder. Alors eux ?

---

**C100. Manuscrit, 18 lignes, 76 mots (femme)**

RÉFÉRENDUM pour changer la Constitution

PUIS RÉFÉRENDUM INITIATIVE CITOYENNE

RÉFÉRENDUM POUR

DÉBATS

1. SORTIR de l'EUROPE
2. SORTIR de l'EURO
3. SORTIR de l'OTAN.

RÉFÉRENDUM SUR

1) L'IMMIGRATION. Débat sans racisme : informer les migrants sur

- 1) pourquoi ils viennent chez nous
- 2) informer sur les multinationales.

2) DETTE PUBLIQUE

3) ÉNERGIE

Débats avec des médias NEUTRES.

Mme [NOM Prénom, Signature]

TOUS FRANÇAIS – TOUS CONCERNÉS

SANS DICTATURE

SANS RÉPRESSION

NON à l'EMPIRE DU NOUVEL [ORDRE] MONDIAL.

---

**C101. Manuscrit, 35 lignes, 266 mots**

M. le Président,

J'aimerais, et je pense pouvoir [dire] que nous avons besoin :

- de création de contrats de quelques heures/jour pour les jeunes, en particulier dans le service public ;
- semaines de service civique (voirie, administration...) ;
- resserrer les conditions d'obtention de la nationalité (2 ou 5 ans aujourd'hui, 25 ou 30 pour demain) ;
- toilettes publiques ;
- préserver le patrimoine architectural en rétablissant les lois et organisations chargées de l'esthétique architecturale ;
- expulsion des terroristes / personnes coupables à répétition, délinquants ;
- créer des zones architecturales pour préserver le patrimoine ;
- établir de nouveaux programmes scolaires en convoquant une commission de neurologues, grammairiens, philolog[ues ?] pour comprendre les nouvelles techniques d'enseignement + plus de cours de FR/Hist/Philo/Maths ;
- nos rues sont en état d'insalubrité publique ; système de nettoyage des rues en vélo toutes les 4 heures, poubelle ; amendes pour dégradation des lieux communs (mégots, plastique) ;
- autonomie augmentée pour les mairies ;
- rétablir le latin en primaire, et éventuellement les filières ;
- intégrer poubelles aux lampadaires ;
- créer des courriels publics qui serviraient de boîte à idée à l'adresse des institutions (Académie française, ministères), par exemple, boîte mail pour proposer de nouveaux mots à l'Académie) ;
- stopper immigration clandestine + contrôle des entrées/sorties ;
- alléger les impôts des petites entreprises travaillant dans les secteurs les plus rentables ;
- durcir les concours de diplôme / entrée fonctionnaire. Merci, [Signature]

Je peux résumer en une phrase : refaire de la France un pays de qualité, non de quantité.

---

***C102. Manuscrit, 10 lignes, 50 mots***

Que chacun n'agisse et ne parle qu'après avoir réfléchi.

Que l'on porte, si on l'a décidé, un gilet jaune,

mais qu'en même temps on ne soit pas antisémite

qu'en même temps, on ne soit pas xénophobe

et qu'en outre, en paroles et en actes, on soit non violent.

[Signature, P. Nom]

---

***C103. Dactylographié (8 pages), 345 lignes, 4344 mots (homme)***

**Cahier de doléances mis à disposition des citoyens par la République française**

**Propositions remise en mairie de La Rochelle**

[Le nom de la commune initiale est masqué par une étiquette « La Rochelle » collée par-dessus]

**« je veux retrouver ce qui fait la richesse de l'échange direct avec les Français, en écoutant leurs colères, en considérant leurs attentes, en parlant à leur intelligence ». Emmanuel Macron**

Monsieur le Président de la République,  
Monsieur le Premier ministre  
Monsieur le Député, Monsieur le Maire,

Si l'on m'avait dit qu'à 77 ans, je n'aurais pas encore perdu toutes mes illusions... et que je passerais Noël à recenser mes désaccords et réflexions sur la politique menée de longue date... celle qui, d'erreurs en injustices de plus en plus criantes, a conduit le pays là où il en est... "les gaulois" et les Gilets jaunes là où ils sont...

La génération qui est mienne, née durant la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, a pour une grande part débuté sa vie dans la grande pauvreté... seule avec une Mère-courage... des tickets d'alimentation... pas de logement sauf à assumer une loge de concierge... Et, l'ère des HLM venue, impossible d'y accéder !

Or le projet politique déroulé comme un rouleau compresseur va nous faire "finir comme on a commencé"...

Si l'on m'avait fait imaginer qu'un jour je verrais une nécessité majeure à participer à un cahier de doléances citoyen... malgré la probabilité qu'il ne soit pas même lu ou exploité...

... J'aurais répondu que - le dos au mur - je n'ai aujourd'hui pas d'autre choix que de tenter de m'en remettre, malgré tout et encore une fois, à un président récemment élu bien que déjà désavoué... Que mes enfants et petits-enfants ont besoin d'un avenir et que je leur dois cela.

Je ne fais pas mienne la haine qui s'exprime à l'égard du président. Je pense qu'elle n'est pas irréversible si la consultation citoyenne entreprise est menée avec respect, charisme et efficacité, débouchant sur une réelle justice sociale.

**ET si cette concertation faisait l'objet d'un dépouillement et d'une analyse approfondis ?**

**ET si notre président en tirait toutes les leçons... voire la compréhension de situations qu'il a eu la chance de ne pas connaître personnellement ?**

**ET si sa propre prise de conscience de la vraie vie des humbles... entraînait avec lui le projet européen avant qu'il n'explose...**

**Comme beaucoup de français, et pour avoir personnellement souffert d'INJUSTICES, j'avais naïvement espéré qu'un jour, toutes celles, criantes, qui favorisent quelques-uns au détriment du plus grand nombre au point d'être considérées comme provocations, seraient corrigées... L'inverse s'est produit. Comment est-ce possible sur un continent officiellement EN PAIX ?**

#### **INJUSTICE FISCALE organisée en système...**

Pendant que l'évasion / "optimisation" FISCALE RUINE ET SURENDETTE NOS PAYS (toute première injustice de laquelle en découlent d'autres sur lesquelles on ferme mondialement les yeux (plus de 200 niches fiscales permettant ici aux mieux "lotis" de ne rien payer... **DÉTENTEURS D'ŒUVRES D'ART compris...**).

**... le CONSENTEMENT À L'IMPÔT - concentré sur une frange de la population silencieuse jusqu'alors au centre de la cordée qui se réduit - S'EFFACE ; sur un mouvement de balancier, on prend/reprend aux uns pour donner aux autres MAIS ceci... entre les seuls PERDANTS de la mondialisation !**

*Je cite mon exemple car EN MÊME TEMPS je constate que*

**La CSG maximale est prise dans la poche des retraités... sans même savoir s'ils sont endettés...**

**2017 net perçu 2060 €/mois... « la richesse » selon votre prédécesseur...**

mais net imposé (avant 1,7% de hausse de CSG...) **2135 €/mois = plus que perçu**

soit—> **IMPÔT SUR L'IMPÔT... 1<sup>ère</sup> perte de... 860 €/an dès 2017...**

**À LAQUELLE VOTRE GOUVERNEMENT SE PERMET D'AJOUTER SANS ÉTAT D'ÂME :**

- **la hausse complémentaire de CSG... 1,7% pour « LES PLUS AISÉS » dès 2001 € mois voir CSG**

- **LA DÉSINDEXATION des pensions versus L'INFLATION RÉELLE... 2,3 % rien qu'en 10.2018.**

**La réindexation des pensions sur l'INFLATION RÉELLE est une priorité absolue.**

**+ INJUSTICE SOCIALE = LE TRAVAIL "eût" PAYÉ ?..."eh bien, si on aurait su..."**

**Pour admettre les doléances qui suivent, encore faut-il ne pas être amnésique sur ce qu'a été la vie d'une personne qui DEVIENT RETRAITÉE au terme d'une (longue) vie de TRAVAIL et de DON DE SOI (192 trimestres validés) SANS RTT... sans 35 HEURES HEBDO... sans aides sociales sans non imposables... et autres bienfaits collectifs dont elle n'a jamais bénéficié bien qu'ayant eu 2 garçons, MAIS ayant la dignité de n'être pas un POIDS MORT pour la société :**

Contrairement au roman médiatique...

« avant...il n'y avait pas de chômage... » :

- **Depuis 1973 une vie de travail** (hors fonctionnaires) **n'a pas été un long fleuve tranquille** 5% de taux de chômage en 1980... **8 % dès 1988...**30 ans donc !  
**Les retraités d'aujourd'hui ont donc été confrontés tôt à la perte d'emploi, et c'est leur volonté et leur détermination de ne pas rester au chômage qui leur a permis de participer aux pensions de retraite des ascendants de M. tout le Monde comme de MM. nos élus...**
- **Aujourd'hui** et malgré le poids des impôts que nous payons partout, pour tout et en tout lieu, **DES TRAVAILLEURS DORMENT DANS LEUR VOITURE... voire dans la rue !** Est-ce normal dans la 5<sup>e</sup> puissance économique mondiale ?????????
- Nos élus imaginent-ils seulement ce qui se produirait si COLUCHE n'avait pas inventé les **RESTOS DU COEUR en...1985 !** « *Du cœur* » ? *DE QUEL cœur parlait-il ?...*  
**Le monopole du cœur serait-il donc réservé aux plus pauvres ?**

---

Source : rapport Attac

En 2017, les (seules ...!) entreprises du CAC 40 ont déclaré un peu plus de 16 000 filiales, dont 15 % dans des territoires identifiés comme des "paradis fiscaux et judiciaires", soit près de 2500. La présence de l'État français dans le capital des entreprises "n'a malheureusement pas d'effet sur leur comportement. Non seulement les entreprises dont l'État est actionnaire donnent la priorité au versement de dividendes, mais elles sont également parmi les plus actives en matière d'évitement fiscal", peut-on lire dans ce rapport. Attac se base alors sur un exemple, celui d'Engie, dont l'État est actionnaire à hauteur de 24%. Pourtant, l'entreprise possède 2300 filiales, dont 327 basées dans des paradis fiscaux.

Toujours selon le rapport, côté environnement : sur les 40 entreprises du CAC 40, 22 déclarent des émissions de gaz à effet de serre en hausse en 2017 par rapport à 2016 : + 5 %.

Les entreprises du CAC 40 ont fait plus de bénéfices mais ont payé moins d'impôts entre 2010 et 2017. Selon l'association Attac, la moitié des entreprises du CAC 40 ont par ailleurs déclaré une hausse des émissions de gaz à effet de serre en 2017 par rapport à 2016.

« Source F.I.-UBS —> Ce procès a une valeur importante, il faudra suivre son évolution de près", a déclaré lundi 8 octobre sur FranceInfo, Éric Bocquet, sénateur PCF du Nord, rapporteur en 2013 de la commission d'enquête du Sénat sur l'évasion fiscale, alors que la banque suisse UBS spécialisée dans la gestion de fortune est jugée depuis lundi devant le tribunal correctionnel de Paris.

La banque est accusée d'avoir mis en place un vaste système de fraude fiscale entre 2004 et 2012 qui profitait à de riches contribuables français. Près de 10 milliards d'euros auraient échappé au fisc et six responsables de la banque doivent en répondre devant la justice. La maison-mère d'UBS et sa filiale française sont également jugées dans ce procès.

### Les RETRAITES ? LES FAITS...

- La retraite à taux plein selon les règles du privé est bien directement liée aux REVENUS D'ACTIVITÉ sur une VIE de travail (*pas des 6 derniers mois...*) avec ses hauts et ses bas.

...REVENUS eux-mêmes corrélés aux postes et métiers successifs occupés SUR LA DURÉE...

... Les revenus perçus et IMPOSÉS n'étant que la RÉSULTANTE directe DES RESPONSABILITÉS CONFIÉES et ASSUMÉES TOUT AU LONG DE LA CARRIÈRE...

...SI ...ET SEULEMENT SI l'atteinte des OBJECTIFS fixés par nos employeurs successifs a été au rendez-vous... !

À défaut : retour à la case chômage !

-LA PENSION DE RETRAITE n'échappe pas à l'impôt : 100% EST PRIS EN COMPTE et même au-delà avec la CSG.

Comme le discours tourne en boucle autour "des petites retraites".

"Les autres" sont humiliés de subir et payer encore et toujours -> vase communicant entre retraités, D'OÙ, pour ceux considérés comme "riches dès 2001 € de pension/mois" ..., par ceux qui eux gagnent 4... 10 fois... 20 fois...cette somme (...)

RECHERCHE DU SENS À DONNER AUX EFFORTS CONSENTIS au long de leur vie

*impact sur santé, loisirs, disponibilité, qualité de leur vie et celle de leurs enfants, tout au long de leurs existences de travailleurs... Leur conclusion ?—> "Tout ça pour ça ?"*

À QUOI BON CES EFFORTS SI, AU TERME D'UNE VIE – après s'être dûment acquittés d'un millefeuille d'impôts de plus en plus nombreux et élevés dont nos politiques devaient faire bon usage... ce n'est pas encore suffisant...pour combler une ÉVASION FISCALE INCIVIQUE... Amenant CES GAULOIS À ÊTRE DÉPOUILLÉS pour assurer dit-on une "redistribution aux plus démunis" dont se targue un État injuste... vers une population parfois aussi agressive, ingrate, nombreuse que démotivée... Est-ce HONNÊTE ET JUSTE ?

Chez les "anciens", même un petit patrimoine déclenche haine ou jalousie.

*Rendez-vous compte : "les jeunes ne peuvent être propriétaires"... Mais... Nous non plus à leur âge !*

Pourtant, les élus "si pédagogues" devraient rappeler que la constitution d'un patrimoine résulte pour le plus grand nombre, sauf à le trouver dans une pochette-surprise, de CHOIX de vie judicieux sur le long terme tels : pas de jeux de hasard, pas de tabac (*juste 1,5 paquet/jour en 30 ans=67 000€*), peu d'alcool... guère de vacances.... ce qui explique le petit acquis de fin de vie... imposé et réimposé inlassablement au fil des années jusqu'à la mort puisque nos enfants doivent en quelque sorte racheter leur héritage s'il y en a un !

Honteux, non ?

### EN MÊME TEMPS

On entend vos économistes reprocher ces acquis..."Les vieux ont tout...", tout en incitant à le capter au bénéfice de l'éternelle redistribution... aux cigales ???

ATTENTION au signal envoyé à NOTRE JEUNESSE qui - à la façon dont on traite les aînés - considère qu'elle "n'aura pas de retraite" le moment venu et que pour ses propres enfants, c'est "no future" !

Les jeunes générations sont incitées à avoir la haine de "ces vieux nantis", perçus comme des boulets qui

- ... n'apportent plus rien... (citron pressé)
- ... coûtent cher à la société (un comble...) !
- ... sont un COÛT mais plus une ressource...
- ... feraient bien de laisser la place...

ALORS QU'EN MÊME TEMPS... (souvenez-vous "l'or gris" ...)

...ILS CONSOMMENT pour eux mais souvent surtout pour leurs enfants et petits-enfants ! font "marcher le business" des maisons de retraite... et autres EHPAD (140 €/jour x 30 J = 4200 €/mois)....

des médecins, pharmaciens...etc. "Le système" en somme.

**ET EN MÊME TEMPS... cette injustice qui poursuit jusqu'à la mort...**

**Mieux vaut ÊTRE VEUF/VEUVE d'un(e) FONCTIONNAIRE QUE d'un salarié lambda**

*Ce dernier étant soumis à un bas plafond de ressources n'a, généralement, aucun droit sur la pension du décédé ! Il fallait y réfléchir avant de l'épouser...?*

**Le maintien d'une santé toute relative à l'heure de la fragilité leur coûte de plus en plus cher ; leur reste à charge est énorme ...(tout en faisant penser qu'il est limité à 50 €/an).**

On meurt désormais à l'hôpital ou surtout en EHPAD, entraînant une angoisse que les élus ne voulaient pas imaginer... **que NOUS étions loin d'imaginer à force d'entendre (méthode Coué médiatique) que notre système de santé est "le meilleur du monde"...** Tirez l'échelle !

**ET EN MÊME TEMPS :**

**- Les dépassements d'honoraires sont angoissants ... Pourrons-nous payer pour nous-mêmes ?**

Exemples :

1100 € par œil opéré de la cataracte (Cochin...)

>2000€ par prothèse de hanche.

Pourquoi certains doivent-ils contribuer à ce point à la richesse exponentielle des autres ?

**- On "donne" aux épiciers-pharmaciens une "prime de dispensation" qui s'ajoute au prix des médicaments...génériqués en Chine quelles qu'en soient les conséquences...** Ce doit être épuisant de "dispenser" des boîtes... le job payé par notre Sécu ne devrait pas surcharger les coûts...

***Exemple incohérent vécu = on fabrique en France une hormone - le Levothyrox - que beaucoup d'entre nous absorbaient depuis Tchernobyl (1986...) mais qui est désormais et stratégiquement réservée à l'export ! En contrepartie de ces boîtes à 2 €, "on" nous force à ingérer "l'une des 6 molécules génériques" avec lesquelles il faudra refaire tout le parcours du combattant pour retrouver un équilibre hormonal très/trop difficile à obtenir ! Cherchez l'erreur. Cela est pour notre bien... ou pour nous précipiter plus vite dans la tombe ? Beaucoup s'interrogent !***

***On voit des génériques plus chers en officines que leurs princeps ! Il y a un problème...***

**Alors LAISSEZ LES PERSONNES AGÉES continuer à utiliser les molécules PRINCEPS auxquelles elles ont été habituées, plutôt que de les rendre plus malades encore par ingestion de produits mal évalués conduisant à des scandales sanitaires potentiels cumulés. Respectez leur fin de vie !**

**LE PRIX DU TRAVAIL versus le droit aux allocations cumulatives non imposables !!!**

**Il est GRAND TEMPS QUE CHACUN RECHERCHE ET VIVE DE SON PROPRE TRAVAIL et cesse de compter sur les privations des autres (*finissant pas trouver que c'est la moindre des choses*).**

**LES MOYENS D'EXISTENCE dits "REVENUS" (salaires, pensions, mais aussi aides sociales acquises sans contrepartie). FAIRE LA PÉDAGOGIE DE LA DIGNITÉ.**

**- Homogénéité européenne avec nivellement par le haut... si Europe il y a encore.**

**- Stop à la mise en concurrence entre Européens, au travail "détaché".**

**- Stop au travail rémunéré (même mal) MAIS NON DÉCLARÉ —> d'où pas d'impôt...**

**ET ce qu'aucun décideur n'ignore —> aucune rentrée dans les caisses sociales en charge de redistribuer !**

**- véritable contrôle de l'effectif et des A.T. des promoteurs immobiliers et chantiers de construction, laissant les désordres à charge de l'acquéreur puisque les assurances D.O. font faillite.**

**-stop à l'attente pour la REFONTE DE LA FORMATION promise depuis des DÉCENNIES (mais l'AFPA est quasi détruite ?) et QUID DE LA PROSPECTIVE SUR LES MÉTIERS D'AVENIR ?**

### **UN GRAND PLAN DE MOBILISATION FINANCIÈRE et citoyenne S'IMPOSE**

- > Tout le monde utilise les infrastructures, les transports, le mobilier urbain, les services ? etc.
- > Tout le monde paie l'IMPÔT proportionnellement à ce qu'il perçoit d'où que cela vienne !
- Fini le versement d'allocations en tout genre NON IMPOSABLE à des personnes qui n'ont que des droits et AUCUN DEVOIR EN CONTREPARTIE !
- Une aide d'État est pour certains "un REVENU À VIE" ; c'est de l'argent.
- > Il DOIT être imposable (au terme de 25 ans d'APL-accession arrive le bénéfice de la revente...).
- Cadeau !
- Finis les versements de la main à la main qui échappent à l'impôt et n'alimentent aucune caisse sociale.
- INTENSIFICATION du contrôle strict de la cohérence entre revenus déclarés/revenus perçus/train de vie effectif... toujours promis. Jamais réalisé...

### **ET EN MÊME TEMPS**

- RÉORGANISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE À TOUS NIVEAUX (hauts fonctionnaires compris).
- Temps EFFECTIVEMENT TRAVAILLÉ IDENTIQUE PRIVÉ/PUBLIC = un individu = un travailleur. Point.
- Limitation /contrôles assumés des "DROITS" À UN ABSENTÉISME DEVENU INDÉCENT.
- Imposition de 3 jours de carence = égalité public/privé,
- MAIS STOP AUX CDD DU SERVICE PUBLIC...-AU-DELÀ de 50 CDD, transformation impérative en CDI** afin de n'empêcher personne de construire sa vie !

### **LA MOBILITÉ... ? Affectez LES MOYENS !**

La loi sur le HANDICAP aurait DÛ rendre l'accès des espaces publics possible à toutes les personnes à mobilité réduite (ou avec enfants dans poussettes...ou lourdement chargées... Bref...).

Notre exemple ?

Vieillissant, nous avons déménagé pour nous installer à proximité d'une gare : MELUN. 14 millions de voyageurs/an. EN 2012 un gros budget de travaux "juste cosmétiques" y a été engagé...

*Info Parisien : les travaux de rénovation de la gare coûteront environ 2 millions d'euros*

mais devinez... aux escaliers existants rendant les quais inaccessibles aux PMR a été ajouté un grand escalier qui débouche pile sur une avenue à très grand trafic... bordée par des arrêts de bus...

**MAIS SURTOUT AUCUN ESCALATOR... !** Cherchez l'erreur... Des marches de train de 40 cm de

haut... et si l'on y ajoute une largeur/hauteur de rampes voyageurs COÛTEUSES toujours

incompatibles avec cette gare, prétendument rénovée.... on se dit que l'on se moque de nous ! On

nous assigne à résidence...mais on n'hésite pas à y convoquer l'APF à une réunion inaccessible !

### **LE COÛT, les conditions DU TRANSPORT**

- EN COMMUN... Pour Information

Un aller-retour TRAIN Paris/Melun + RER coûte PAR PERSONNE (16 €) + 4,60 € si bus éventuel...> 20 € soit 40 € pour 2,60 € 1 A/R pour 3 personnes... Cher pour n'être pas accessible et INSÉCURÉ, non ?

Ajoutez à cela qu'il faut à certaines heures voyager debout ou assis à terre... Comme des bestiaux... Et après 20 h : l'angoisse... les alcoolisés, les dealers qui rôdent... les agressions... = Renoncer à sortir...

- EN VOITURE

La limitation à 80 km/h est une idée bizarre qui, je crois, n'a rien démontré de positif. On s'endort

au volant, les petits véhicules sont coincés entre 2 camions qui ne semblent pas craindre la limitation (exemple en direction d'A19-Orléans). Résultat : écrasés en cas de gros freinage !

Les camions étrangers qui circulent sur nos routes doivent subir NOS RÈGLES, en payer l'entretien, la pollution générée, et... les PV d'excès de vitesse.

**-EN VÉLO - AMENAGER DES PISTES CYCLABLES COHÉRENTES QUI DESSERVENT DE A à B... !** Exemple vécu = Impossible de faire les 5 km Dammarie/Melun - hôpital sur des **pistes normalisées et protégées...** ! Aucun lien entre elles... Une est matérialisée sur... 50 m, devant une friche. Le moindre Gaulois "de base" aurait eu l'intelligence soit de ne pas faire de marquage sur le trottoir, soit de relier les pistes entre elles, non ?

**- À PIED** - Les "zones de rencontre" entre ceux qui marchent et roulent SONT juste invivables : tous les engins roulants se frôlent... des piétons sont accidentés et ne peuvent même plus se promener "le nez au vent" sans voir fondre sur eux un skate, une patinette ou tout engin 1 ou 2 roues arrivant sur trottoir à bas bruit.

### **LE CLIMAT...LA TAXE CARBONE...LES COPxxx**

Les espaces "imperméabilisés" entraînant les inondations... La pédagogie...

Si la taxe carbone est vraiment un jeu CO2 à somme nulle (nos villes écolos revendant sur le marché leurs droits à polluer non utilisés à celles qui polluent en excès,  
**INUTILE DE NOUS FAIRE CROIRE QU'ON LUTTERAIT POUR LE CLIMAT** en remplaçant seuls - ce qui est une fixette facile - nos voitures DIESEL... ! Quel est ce lobby écologiste acharné qui fait comme s'il ne le savait pas. Mme Duflot n'a donc rien remarqué lors de son passage aux affaires ?

LES VERTS ALLEMANDS SONT CITÉS EN EXEMPLE ? Mais c'est bien notamment la FRANCE qui reçoit les fumées de leurs centrales à charbon qui, elles, nous intoxiquent... ce contre quoi personne ne DIT/fait rien !

- Veut-on détruire nos paysages par ces éoliennes inefficaces fabriquées en Chine ou en Allemagne ?

- Idem pour des panneaux solaires chinois... durée de vie de... 15 ans

**LE TOUT SUBVENTIONNÉ PAR NOS IMPÔTS...Toujours eux ! Stop.**

Donc —> **EN MÊME TEMPS...**

- **GARDONS NOS CENTRALES NUCLÉAIRES 100% FRANÇAISES...** sans "participations" extérieures ... **CONSERVONS NOTRE AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE** avec des EPR (bien efficaces en Chine) ... Créons une filière "démantèlement" et une autre "stockage de l'énergie"

- **CESSONS DE NOUS METTRE SOUS DÉPENDANCE** en vendant tout ou partie des dernières entreprises rentables... mais aussi **RÉGALIENNES**

**ABANDONNONS LA MISE EN VENTE** par ex. de FRANÇAISE DES JEUX (poursuivons le Loto du Patrimoine)

*La Française des jeux, détenue à 72% par l'État français, a vu son **chiffre d'affaires croître de plus de 62 %**, passant de 9,3 milliards d'euros en 2007 à plus de 15,1 milliards d'euros en 2017...*

**Nous ne sommes plus intéressés par ces milliards-là ?**

Et ADP... et autres ports de commerce... Les autoroutes chez VINCI sont éloquentes : « **Auto Plus fait le point** réseau par réseau, en détaillant les montants et pourcentages de hausse des bénéfices (+ 25 %) et, surtout, des dividendes perçus par les actionnaires en 2016 (+ 41 %). Mieux, **le principal réseau, Vinci Autoroutes (ASF, Cofiroute, Escota et Arcour), affiche des bénéfices en hausse sur un an de 28,5 % (1,75 milliard d'euros) et des dividendes en progression de 88,5 % (près de 4 milliards d'euros !)... »** En voilà des milliards qui manquent au budget !

**RÉORGANISONS L'ACCÈS AUX COMMERCE DE CENTRE-VILLE** : au lieu de favoriser les hangars-hypers en entrées de villes... qui ont détruit et l'environnement (parkings bétonnés) et le lien social, retour aux **commerces de proximité et aux CIRCUITS COURTS**.

**Évaluons COMME À NIORT les avantages des TRANSPORTS EN COMMUN GRATUITS.**

**QUE L'ON Cesse de PRÉTENDRE FAIRE LE BONHEUR DES FRANÇAIS MALGRÉ EUX EN (dés)ORIENTANT LEUR VIE...PAR DES DÉCISIONS IRRÉFLÉCHIES... ou OBTENUES SOUS INFLUENCE DES LOBBYS**

- Gâchis des **commandes de rames SNCF surdimensionnées...**
- Prime **BONUS** pour achat d'un diesel récent... puis volte-face... Le revendre toute affaire cessante quoi qu'il en coûte alors que les familles ne s'en sortent déjà pas... et qu'avions et cargos polluent autrement plus !
- **POÊLES À BOIS** subventionnés... qui polluent de façon gravissime apprend-on... pourtant **LES ECOLOS...**
- Promoteurs **IMMOBILIERS ORIENTÉS** depuis 30 ans vers un **CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE** dont nous ne pouvons plus payer les factures lesquelles "**EN MÊME TEMPS**" n'ont pas honte d'intégrer 20 % au bénéfice du CE EDF... pendant qu'on gèle dans nos logements.
- **Suppression des contrôles de conformité isolation des constructions** par la DDE comme jusqu'en 2006... **EN NOUS DEMANDANT DE TROUVER AUSSI L'ARGENT POUR LA**
  - **Rénovation énergétique impérieuse des bâtiments... ?** (ce qui est **IMPOSSIBLE** dans les copropriétés **GERÉES PAR DES SYNDICS** aussi **ONÉREUX** qui **incompétents**).

Mais comment vous faire comprendre que **les Français N'ONT PAS LES MOYENS DE PAYER, QUE** malgré toute la bonne volonté du monde **ILS NE PEUVENT ADDITIONNER TOUTES LES DÉPENSES AUXQUELLES ILS SONT INVITÉS VOIRE CONTRAINTS ... !**

... Et pendant ce battage médiatico-écologique-bobo, de "**COP EN COP**", **ON NE HIÉRARCHISE PAS LES PRIORITÉS** car... sauf fake-news : **ON A LES PARTICULES POLLUANTES SÉLECTIVES...**

- "**Les 15 plus gros navires-cargos du monde polluent autant que l'ensemble des 760 millions d'automobiles de la planète**" (ces porte-conteneurs qui nous alimentent en produits que l'on fabriquait dans nos usines délocalisées... d'après France nature environnement (FNE), ces porte-conteneurs **utiliseraient un carburant extrêmement nocif** qui générerait 3000 à 3500 ppm de soufre, alors que la norme européenne imposée aux voitures ne doit pas dépasser 15 ppm. **Verdict de la fédération : un seul cargo émettrait autant de soufre que 50 millions de voitures.**

- **UN AVION DE LIGNE PARCOURANT 6800 km ENTRE Paris et Pointe-à-Pitre/Guadeloupe, CONSOMME** la contrevalet de 60 000 l d'essence... **SOIT 900 l/100**

- **Cars et poids lourds** récents... consommant autour de 35 l/100 kms

**ET EN MÊME TEMPS... LE FERROUTAGE NE PASSE PAS PAR LES LIGNES "DÉSFFECTABLES", ou NON ??? IL RÉGRESSE !!!**

**LE DIESEL des VOITURES PARTICULIÈRES** aujourd'hui ciblé ne doit venir qu'en toute fin de liste !

Comme les **GAULOIS "ne comprennent rien seuls"**, et aiment la France oui les a vus naître, il **RESTERA à leur FAIRE D'URGENCE "LA PÉDAGOGIE DÉTAILLÉE" QUI S'IMPOSE SUITE AU DISCRET PACTE dit \*DE MARRAKECH"**.

*Annonce Gilets jaunes*

**Les premiers effets se faisant (...)** de suite sentir à **BAYONNE**, je lis/extrait Sud-Ouest : "Une fois la frontière franco-espagnole franchie, des migrants affluent par milliers à Bayonne... hébergement d'urgence sous le nez du préfet... Les exilés s'y reposent des violences subies au

Maghreb, **avant de sauter dans un bus et de se disperser aux quatre coins de France**".-Ah bon ???  
Ne vaudrait-il pas mieux qu'ils œuvrent dans leur propre pays ?

**-Avons-nous été consultés ? ... QUI VA PAYER au sens propre comme au figuré... ?...**

**LES GAULOIS RETRAITÉS ou NON ?** Alors que

-> 6 millions de Français attendent que Pôle emploi leur propose un **TRAVAIL LEUR PERMETTANT DE VIVRE DIGNEMENT... NOS GAULOIS SDF** qui, eux, dorment dans la rue... !

Qu'il faille **une ÉMIGRATION DE TRAVAIL CHOISIE, VOTÉE, LIMITÉE ANNUELLEMENT** aux postes qui ne trouvent pas preneurs... **MAIS SÉLECTIVE ET ENREGISTRÉE POUR UNE MISSION LIMITÉE** puis retour... On peut l'entendre...

dans ce contexte

**RESTENT L'INSÉCURITÉ GRANDISSANTE**

**LES ZONES DE NON-DROIT**

**LES ARMES DANS LES CITÉS** (apparemment mieux armées que nos forces de l'ordre)

**LA DROGUE EN OPEN-BAR... LES TRAFICS EN TOUT GENRE...**

*En l'espace d'une génération, la population française est passée de 55 millions d'habitants en 1981 à 65 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2011. La croissance démographique a été beaucoup plus forte en France (+ 10 millions d'habitants en trente ans) qu'en Allemagne.*

**La répartition de la population par nationalité d'origine doit maintenant être connue de tous.**

**LE VIVRE ENSEMBLE... Est-il vraiment possible avec des éducations si opposées ?**

**QUI DOIT S'ADAPTER ?**

Qui le souhaite puisque les cités sont devenues ce qu'elles sont par l'**EXODE** des Gaulois qui ont laissé place... mais ont pourtant mandaté les **ÉLUS** pour que notre **CULTURE MILLÉNAIRE PERDURE**, que **NOS US ET COUTUMES SOIENT RESPECTÉS ET NON CONTESTÉS, IGNORÉS VOIRE BAFOUÉS.**

*Ces mêmes "Gaulois réfractaires" attendent de la part du gouvernement une politique évaluée*  
**DES CONCERTATIONS CONDUISANT À DES DÉCISIONS TRAVAILLÉES, détaillées, puis RESPECTÉES**

**DES OBJECTIFS ATTEIGNABLES ET FINANÇABLES**

**DANS LE SEUL INTÉRÊT DE LA FRANCE et DES FRANÇAIS**

**UNE VISION...**

**...UN CHEMIN**

**UN SCRUTIN PROPORTIONNEL REPRÉSENTATIF DOIT ÊTRE ADOPTÉ**

**100 % DU PERSONNEL POLITIQUE ÉLU PAR LES FRANÇAIS**

**DOIT ÊTRE IMPÉRATIVEMENT PRÉSENT AUX VOTES (national comme européen)**

**IL DOIT CESSER DE SE DÉROBER....**

- **Les hémicycles ne doivent plus être semi-vides au moment des votes** ; chaque place doit être occupée par **des élus éveillés pleinement concernés** par les soucis de leurs concitoyens...

- **Les citoyens doivent accéder à ce que chaque élu a voté personnellement.**

- **Public Sénat doit AUSSI RETRANSMETTRE LES SESSIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE.**

(À méditer : Général de Villiers : **SERVIR ET NON "SE SERVIR"**)

et il y aurait encore tant à exprimer...

**"FRANCE FIRST" PLEASE**

**C104. Dactylographié (2 pages agrafées), 50 lignes, 1227 mots (homme)**

CONTRIBUTION au DÉBAT NATIONAL

Tel que proposé, le Grand débat national, vaste et très ouvert, m'incite à proposer une contribution scindée en deux parties. L'une sera une proposition d'action visant à être opérationnelle, l'autre se contentant d'émettre des opinions sur les thèmes évoqués par le président.

I/ Proposition d'action :

Depuis plusieurs décennies, l'idée d'une prise en compte de la société civile est « agitée » notamment sous le vocable de la démocratie participative. Les citoyens motivés se heurtent couramment à ce que l'on peut appeler un complexe administrativo-politique tout puissant devant lequel ils se sentent totalement impuissants.

Par ailleurs, deux constats s'imposent :

- l'importance de la dépense publique induit l'importance, devenue insupportable, des prélèvements et entache la crédibilité de notre pays incapable d'atteindre un budget en équilibre et potentiellement coûteux en prélèvement.
- la représentation des citoyens aboutit à une délégation de pouvoirs remise en cause seulement tous les 5 ans. Or toute délégation doit être associée à un contrôle, c'est un principe fondamental. Est-il respecté en matière publique ?

Certes il existe les contrôles administratifs (de légalité), quelques rapports, quelques investigations médiatiques, mais aucun contrôle des délégants sur les délégataires.

Ma proposition est donc fondée sur une idée simple... mais d'une mise en œuvre complexe et surtout dérangeante.

**« ORGANISER LE SUIVI, VOIRE LE CONTRÔLE, DES DÉPENSES PUBLIQUES CONJOINTEMENT ENTRE LES ÉLUS, LES CITOYENS ET LES ADMINISTRATIONS. »**

Une première démarche consiste à recenser ce qui existe, ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et pourquoi. Globalement on constate que les contrôles actuels relèvent plus de la notion d'autocontrôle que de contrôle (à rapprocher des participations croisées dans les CA des TGE).

Le sujet est complexe ; quelques pistes de réflexion :

Les cours des comptes, nationale et régionales, établissent de bons rapports ; qu'en advient-il ?

Un comité de suivi, intégrant des représentants de ladite société civile dotés d'un pouvoir de saisine, n'apporterait-il pas une crédibilité et une efficacité plus grande à ces organismes ?

Le même raisonnement vaut pour les rapports du CESE et CESER... dont on se borne à critiquer le coût.

Si d'aventure cette idée simple était retenue, deux points délicats seraient à régler : celui de la composition du comité de suivi et celui de la réglementation de la saisine. Ainsi les représentants de la société civile devraient être impérativement des bénévoles (oui, cela existe...) et en nombre suffisant pour exercer une réelle influence. Quant à la saisine, elle doit être à la fois aisée et sérieuse.

L'exercice est difficile mais réalisable si il existe la volonté politique de faire. En revanche, l'efficacité d'une telle opération serait quasiment assurée tant par son action directe que par une auto-discipline qui s'installerait de facto.

II/ Quelques observations sur les sujets proposés

- Sur l'ISF, deux mauvaises appréciations : l'argent économisé serait réinvesti dans l'économie réelle. C'est oublié que depuis trois ou quatre décennies, les épargnants de base ont été floués, pour ne pas dire spoliés, par les professionnels de la bourse ! (que font-ils des plus-values réalisées ?). Quant au maintien de l'impôt sur l'immobilier, déjà taxé par ailleurs, il s'agit précisément d'un secteur de l'économie réelle bénéficiant d'un des meilleurs effets multiplicateurs et qui, de surcroît, correspond à un vrai besoin de la population.

- Sur les économies à réaliser, incontestablement elles concernent en priorité les coûts de fonctionnement de l'État et de l'ensemble des institutions publiques et para-publiques. L'empilement des organismes a un coût direct fréquemment dénoncé mais il faut y ajouter les coûts indirects tout aussi pernicieux. Ainsi les acteurs extérieurs sont dans la quasi-obligation de calquer leur organisation sur celle des institutions détentrices d'un pouvoir. Les interventions à divers titres des multiples organismes diluent la responsabilité et contribuent à justifier de pléthoriques services instructeurs. Il est fréquent de voir l'affichage de l'intervention de quatre ou cinq financeurs publics... Autre exemple, les lycées sont de la compétence des régions, celle des collèges relève des conseils départementaux. Y a-t-il une grande différence entre la gestion des uns et des autres, cela justifie-t-il deux services, et n'existe-t-il pas un continuum entre ces deux établissements scolaires dont les évolutions doivent être en cohérence ?
- Sur les services publics, ne parlons pas de suppressions et créations mais d'adaptation. Lorsqu'il est prévu la suppression de « X » postes d'employés dans une localité de la France profonde, il serait souhaitable d'envisager la suppression de « Y » postes de hauts fonctionnaires souvent parisiens (le coût d'un haut fonctionnaire doit être équivalent à celui de 3 ou 4 voire 5 employés). La comparaison des valeurs ajoutées des uns et des autres devrait être un des critères à retenir. L'actuelle difficulté est que les évaluations sont aux mains des hauts fonctionnaires qui n'ont pas une grande propension à se faire hara-kiri... Dans ce domaine, les rigidités sont fortes et nombreuses mais des solutions peuvent être trouvées.
- Sur le deuxième sujet proposé, ne revenons pas sur les évidences... des réformes sont en cours. Observons simplement qu'il y a 50 ans la France était administrée par trois niveaux d'organismes et aujourd'hui par six niveaux ! Pourtant les attentes demeurent de trois niveaux : proximité immédiate qui concerne le quotidien, le niveau régional dont on pourrait revisiter le contenu et le niveau intermédiaire.
- Sur le troisième sujet, ce qui est principalement en cause, c'est la société de consommation. Observons que du citoyen productif ayant un statut de coparticipant, on glisse vers un citoyen réduit à la fonction de consommateur auquel il est seulement nécessaire de donner les moyens d'assurer son rôle de « tube digestif » (bien sûr au sens propre et figuré du terme !... pas très réjouissant !). Une suggestion : favoriser la **transformation de la société de consommation en une société de réparation**. De nombreuses initiatives existent, les aider serait bénéfique, pour l'économie des ressources mais aussi pour le maintien des compétences.
- Sur le quatrième sujet, brutalement : reconnaître le vote blanc, oui. Introduire une dose de proportionnelle, oui (sans doute pour 1/3). La participation des citoyens, oui, cf le I/ y ajouter l'écoute des associations **non subventionnées** (prolongement de l'État, disait un auteur). Quant aux valeurs de tolérance, de respect, intangibles de la République, évidemment l'EN a un grand rôle à jouer mais pas seulement (que sont devenus les hussards de la République ? Et leur instruction civique, certes bien naïve, mais qui pourrait être rendue attractive. Saluons au passage les heureuses initiatives d'élus qui ont créé des CM ou CD de jeunes. La citoyenneté cela s'apprend !). L'exemplarité des responsables de tous ordres est aussi un élément déterminant. Que signifie cette course aux milliards ? Ce palmarès mondial de Forbes ? Un mot sur la valeur travail. Le taylorisme est réapparu sous de nouvelles formes assujettissant de nombreux salariés aux grands maîtres informatiques parfois servis par un encadrement sans réelles préoccupations humaines. Valeur travail, oui, alors faisons en sorte que les gens soient heureux au travail. « Cheu » moi, on disait il y a « les faisons et les disous ». Il est à craindre qu'il y ait trop de disous et pas assez de faisons !...

Cahier de La Rochelle 3sur5

Il ne serait pas raisonnable d'infliger plus de deux pages aux éventuels lecteurs, je termine donc en saluant ceux qui ont déjà œuvré dans les directions esquissées et en souhaitant bon courage à ceux qui ont en charge la synthèse de ce Grand débat.

La Rochelle, le 8 février 2019.

[Surnom]

[FIN]